

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE

JEUDI 10 JUILLET 1969

N° 419 - 1,50 F



Du Vietnam à l'Amérique latine
contre l'impérialisme

Sommaire

Vie militante

Souscription : Déjà près de la moitié

Certes, les mandats et virements continuent à parvenir à la Trésorerie nationale. Mais le tassement constaté la semaine dernière se vérifie puisqu'à ce jour le total des sommes recueillies ne dépasse pas 13.500 francs.

Certes, dans le mois qui a suivi la campagne, c'est d'ores et déjà plus de 40 % du montant nécessaire qui a été cou-

vert, et c'est déjà un bel effort !

Mais nous savons que le Parti peut faire mieux. Nous savons que, dans bien des sections, il reste encore des sommes inutilisées depuis la campagne. Nous savons que bien des lecteurs du journal n'ont pas encore adressé leur contribution. Ces versements doivent nous parvenir. C'est urgent et c'est possible.

Les dons peuvent être adressés à :

- C.C.P. P.S.U. :
14 020 44 Paris.
- Par mandat à l'ordre du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris 15°.
- Par chèque bancaire, au nom de Daniel Frachon, P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris 15°.

Luttes ouvrières

- 5. On ferme !
Yvonne Marchi
- 6. Où en est la lutte pour le contrôle ouvrier ?
Abraham Behar
- 7. L'entracte
Jacques Ferlus

Luttes universitaires

- 8. Quelle rentrée ?
Jacqueline Giraud

Luttes internationales

- 10. Lutte de classes en Amérique latine
Henry Beley
- 11. Une réforme agraire
Michèle Vannesse
- 15. Vers un sursaut des bourgeoisies nationales
Michel Lange
- 16. La libération du prolétariat portugais

Vie économique

- 12-13. Les comptes de Pompidou et le budget des ouvriers
Michel Breton

Vie culturelle

- 18. La jeune peinture
Jean Valette
- 19. Eugenio Barba et le Théâtre des Nations
Dominique Nores

Débats

- 14. Dialogue « T.S. » - « Lutte Ouvrière »
- 20. La crise de la social-démocratie
Jean-Marie Vincent

Calendrier des stages de formation

ouverts aux camarades socialistes engagés sur les différents fronts de lutte

● 11 au 14 juillet : « Action dans les entreprises » avec la participation de Michel Rocard, animé par Abraham Béhar.

Ouvert aux militants responsables des sections et groupes d'entreprise.

Au programme :

- rapport parti-syndicats,
- contrôle et pouvoir ouvriers,
- qu'est-ce que « l'hégémonie » ou la « dictature » du prolétariat ?
- la crise du capitalisme.

● 19 au 21 juillet : « Culture et enseignement », animé par Robert Chapuis et Bernard Ravenel.

Ouvert aux militants qui mènent une action culturelle et à ceux qui sont concernés par les problèmes d'enseignement.

Au programme :

- Les éléments de base d'une culture socialiste ;

— Le contenu idéologique de la culture diffusée actuellement à travers les moyens de masse (radio, télévision, etc.) ou les institutions culturelles, liées ou non au ministère de la Culture.

— La fonction actuelle de l'enseignement dans le système capitaliste ;

— Les conditions de l'action des militants.

Dates et programmes seront précisés ultérieurement pour les stages suivants :

Septembre : « Urbanisme et Vie locale », avec la participation de Michel Rocard, animé par des responsables d'associations locales, probablement à Sarcelles.

Fin novembre : « Agriculture » animée par les principaux responsables de ce secteur.

Noter également :

Stages jeunes travailleurs et lycéens, du 23 au 31 août.

L'igloo - Les Clots - 05-La Grave.

Stages étudiants-lycéens du 5 au 15 septembre en Corse.

Pour toutes inscriptions, écrire au Service de Formation, 81, rue Mademoiselle, Paris (15°). □

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Comité de Direction
Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolanges, Jacques Ferlus, Michel Johan, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire, Dominique Yvoire.

Maquette
Claude Picart

Publicité
Jean-Claude Gillet

Directeur de la Publication
Guy Degorce

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
et Publicité :
54, Bd Garibaldi
Paris (15°)
Téléphone :
Administration : 783.19-20
Rédaction : 566.45-64

Le présent numéro est tiré
à 21.000 exemplaires

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'administration
S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
81, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9°.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
.....
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15°

DÉBATS

La 14^e section P.S.U. de Paris, en vue de préparer les actions à mener à la rentrée, organise une série de débats tous les mardis du mois de juillet à 20 h. 30, au siège du parti, 81, rue Mademoiselle, sur les thèmes suivants :

Mardi 15 juillet.

L'appareil d'Etat et les problèmes de la prise du pouvoir.

- Qu'est-ce que l'appareil d'Etat ? Quel est son rôle ? Comment fonctionne-t-il ?
- Problèmes de la prise du pouvoir : Stratégie. Où mène la « voie parlementaire » ? Qu'est-ce que la phase de transition ? Prendre le pouvoir ou les pouvoirs ? Prendre le pouvoir, est-ce une technique de coup d'état ?

Mardi 22 juillet :

— Action dans les « entreprises » :

Peut-on s'implanter à Paris ? Vers quelles couches orienter prioritairement notre action ?

Mardi 29 juillet :

— La section : quelle pratique ?

Base locale, organisation, adhésion, etc.

Mardi 5 août :

— Existe-t-il encore un mouvement de mai ?

Ces réunions seront animées par des militants du parti ayant des points de vue différents sur les sujets abordés.

Tous les militants et sympathisants de la région parisienne sont invités à y participer.

Hégémonie bourgeoise et hégémonie des travailleurs

Jean-Marie Vincent

La crise du centre-gauche italien s'accroît. Le parti socialiste italien vient de connaître une nouvelle scission, son aile droite ayant constitué une nouvelle organisation, le parti socialiste unitaire. Le gouvernement Rumor, comprenant socialistes, démocrates-chrétiens et républicains, a donné sa démission quelque temps après.

Il serait simple et facile de monter en épingle les querelles personnelles, les ambitions sordides des uns et des autres qui ont joué leur rôle dans cette crise politique. Cela serait simple et facile, mais à peu près complètement faux. La crise politique actuelle en Italie traduit des divergences importantes dans le bloc au pouvoir. Le nouveau P.S.U. a mis le doigt sur les problèmes posés en déclarant dans un de ses premiers communiqués : « Dans la politique italienne on voit se profiler en fait une manœuvre occulte et par suite doublement périlleuse qui vise à insérer le parti communiste dans la zone du pouvoir, d'abord par la constitution de majorités de gauche ou ouvertes au P.C.I. au niveau des administrations locales, puis par l'abandon de la délimitation actuelle de la majorité au Parlement. »

C'est en effet la question des rapports avec le P.C.I. qui divise les deux grands partis de la coalition de centre-gauche. La gauche démocrate-chrétienne qui voit les organisations ouvrières d'action catholique abandonner massivement le parti des catholiques veut stopper cette hémorragie par la collaboration avec les communistes. De même les socialistes regroupés autour de Francesco de Martino (la majorité du P.S.I. maintenant) sont inquiets des progrès du P.C.I. et du P.S.I.U.P. depuis 1967. L'insertion du P.C.I. dans le bloc au pouvoir leur paraît, à terme, le seul moyen de mettre fin à une concurrence dangereuse.

La droite démocrate-chrétienne et l'extrême droite social-démocrate du nouveau P.S.U. refusent cette perspective de collaboration, non pour des raisons de principe, mais parce qu'elles craignent de ne pouvoir intégrer le P.C.I. à leur dessein. Sans doute si la tendance Amendola prévalait au sein de ce dernier, envisageraient-elles des modalités diverses de travail politique commun, mais le congrès communiste de Bologne leur est décidément apparu trop à gauche et la base communiste trop extrémiste. De Rumor (D.C.) à Tanassi (P.S.U.) on préfère de beaucoup tenter de reconstruire un centrisme ouvertement conservateur appuyé uniquement sur la D.C., le P.S.U. et le parti républicain (P.R.I.). Au

besoin ces forces sont prêtes à manier la trique et à faire donner la police (Saragat, le président de la République, vient de lui rendre un vibrant hommage). Aussi l'« Avanti ! » du 7 juillet n'avait-il pas tort de faire remarquer au nom du P.S.I. : « Aux tensions existant dans le pays, on veut répondre par la formation d'une sorte de bloc de l'ordre qui mette au ban ou pour le moins relègue à l'opposition non seulement les communistes, mais les socialistes, les travailleurs catholiques, les syndicats et une bonne moitié de la D.C. (à partir de cet élément subversif qu'est Moro. »

Entre les deux camps en présence dans l'ancienne majorité gouvernementale, les choses ne sont pas encore jouées. Les socialistes de Francesco de Martino n'osent pas aller trop loin dans leur volonté d'ouverture vers les communistes et dans la droite démocrate-chrétienne le clan Fanfani n'apparaît pas décidé à rejeter le P.S.I. dans l'opposition. Beaucoup de manœuvres et d'affrontements sont encore possibles, car les rapports de forces entre les deux ailes ne sont pas figés. L'objectif, pour ces serviteurs de la classe dominante (la définition du bloc au pouvoir), est trop important pour que chacun n'utilise pas toutes ses munitions, ne recherche pas toutes les combinaisons susceptibles de préserver son orientation fondamentale. La constitution d'un nouveau gouvernement sera longue et difficile.

Il s'agit en réalité d'une véritable crise de l'hégémonie bourgeoise, telle qu'elle s'est établie en 1948 et consolidée en 1964 par l'entrée des socialistes au gouvernement. Le bloc au pouvoir dans sa forme actuelle n'est plus capable de contenir l'activité croissante de la classe ouvrière, de lui faire accepter les impératifs de la production capitaliste, de stopper ses luttes revendicatives. Les incidents de Turin ont précisément montré que la politique dite néo-capitaliste (accent mis sur l'expansion économique, sur l'amélioration de la consommation privée) n'exerçait plus une attraction suffisante sur les esprits. Le « miracle économique » italien n'a pas supprimé les inégalités entre les classes, les inégalités entre le nord et le sud du pays. Il a, au contraire, pris une tournure affairiste, spéculative qui heurte directement les masses populaires. La démagogie « sociale » et « technocratique » du P.S.I., dans ce contexte, est perçue comme une mystification et le conservatisme affiché de la droite démocrate-chrétienne est considéré comme l'expression d'un égoïsme de classe forcené.

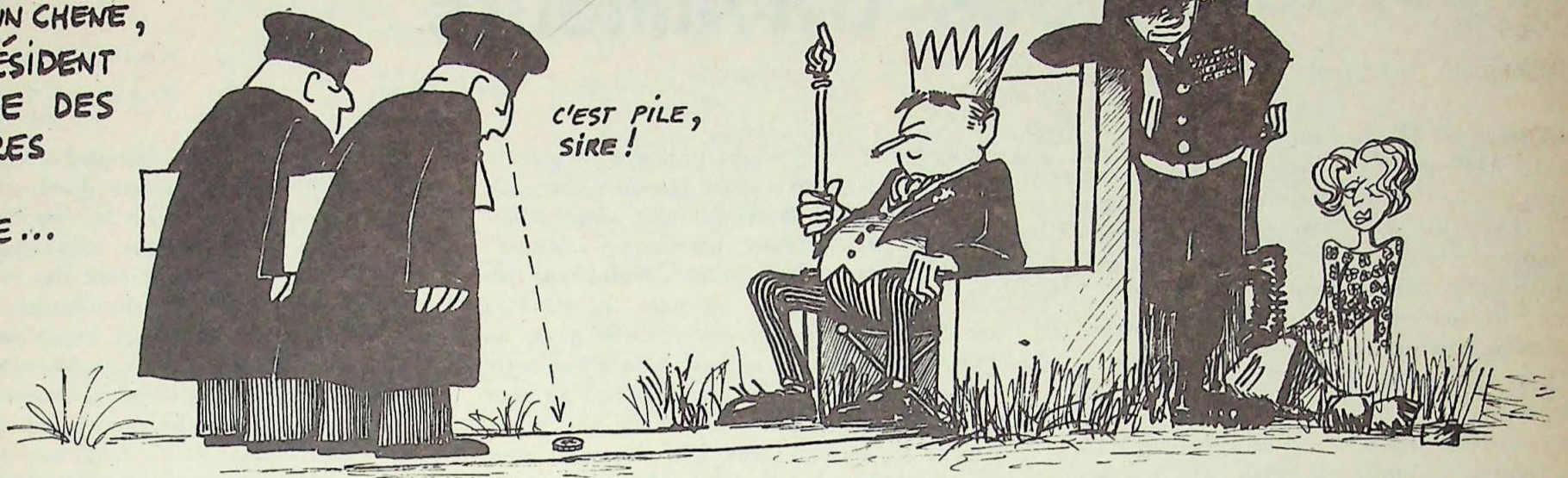
Le pouvoir de la bourgeoisie est donc en question. Pour la classe dominante il est indispensable de recréer les conditions d'un équilibre politique qui bride les travailleurs soit par l'intégration du P.C.I., soit par une orientation plus franchement répressive. Dans les deux hypothèses il lui importe surtout de conserver intact son État pour garantir l'avenir. On ne peut par suite admettre la thèse selon laquelle le débat entre P.S.U. et P.S.I. est une confrontation entre une politique réactionnaire et une politique progressiste. Le grand absent de la crise est jusqu'à présent le mouvement ouvrier, alors qu'en fait il l'a déclenchée par sa propre vigueur. Tout se passe comme si le P.C.I. et le mouvement syndical étaient des enjeux des querelles de sommet, et non des intervenants actifs. La force collective des travailleurs italiens ne s'est pas encore cristallisée sur le plan politique, elle n'a pas trouvé l'expression qui lui permette de transformer la crise actuelle en crise révolutionnaire. Provisoirement les partis du centre-gauche peuvent continuer leurs querelles.

En apparence la situation française est très éloignée de cette situation de « mai rampant ». Pompidou s'appuie sur un vaste rassemblement conservateur, beaucoup plus large que tout ce qu'on a connu depuis des années dans notre pays. Mais il est confronté aussi à des problèmes d'organisation et de définition de l'hégémonie bourgeoise rendus plus complexes par le mouvement de mai 1968. Il lui faut obtenir le consentement d'une partie importante des masses à son néo-conservatisme, en calmant les inquiétudes des petits commerçants sans leur faire de concessions essentielles, en persuadant les paysans de l'appuyer sans cesser de favoriser les gros agrariens, en offrant aux ouvriers la perspective d'une augmentation rapide de leur niveau de vie sans rien faire pour la réaliser vraiment. Son premier ministre, Chaban-Delmas, a trouvé pour tout cela le mot magique le « modèle suédois », nouvelle réédition de la société de l'abondance. Ne nous laissons pas prendre à ce trompe-l'œil ; comme le « miracle économique » italien du centre-gauche, le « modèle suédois » du conservateur Chaban ne modifiera pas les antagonismes de classes. Il faut, au contraire, combattre cet habillage idéologique de la classe dominante pour mettre en crise l'hégémonie qu'il défend. Dans la mesure où nous aurons préparé consciemment cette crise, les chances d'une exploitation révolutionnaire seront très grandes. □

LA GRACE PRESIDENTIELLE

par
GORDON

SOUS UN CHÊNE,
LE PRÉSIDENT
DÉCIDE DES
MESURES
DE
GRÂCE...



Le Bon Président Pompidou, comme un vulgaire président de la 3^e, de la 4^e ou de la 5^e, a fait voter en don de joyeux avènement une amnistie. Avec son compère Pleven il s'est ainsi débarrassé du procès des Bretons du F.L.B. dont on savait qu'il aurait été celui du colonialisme provincial ; il a relâché les ouvriers et étudiants de Bordeaux qui, depuis plus d'un an pourrissaient à la Santé pour trois cocktails Molotov mal allumés. Avec les manifestants, on amnistie les C.R.S. et les flics. C'est l'habitude. Ce qui l'est moins c'est d'amnistier non seulement les contraventions, mais aussi les amendes et les frais de justice.

Car, mauvais payeurs, réjouissez-vous. Vous pouvez jeter aux ordures, papiers bleus, lettres recommandées, sommations avec ou sans frais. C'est l'État qui paie : c'est-à-dire vous plus les braves gens qui n'ont pas de quoi se payer une voiture ou sont assez bêtes pour respecter la réglementation. Même les proxénètes ont failli être amnistiés après une rude bataille menée par deux députés de la majorité ; ils ne renoncèrent qu'en dernière minute. Pourtant dans ce torrent de générosité, il existe

de singuliers grincements. Les milliers de travailleurs ou d'étudiants étrangers, vivant en France depuis des années, mariés en France, travaillant en France, chassés sans une explication, sans jugement par l'arbitraire le plus total ne sont pas concernés.

L'amnistie — dit-on — n'est pas faite pour cela. C'est vrai. Pour permettre à ces hommes de retourner en France, il suffit (comme pour les en chasser) d'une décision du ministre de l'Intérieur. Mais au fait, M. Marcellin aussi a bénéficié de la générosité pompidolienne. Il est resté. M. Pompidou est-il donc si content de ses services ?

Et les travailleurs victimes de la répression patronale ? Là aussi la réponse juridique est imparable. L'amnistie ne peut concerner les ruptures de contrat privé. Mais il faut savoir que la générosité de M. Pompidou s'est étendue jusqu'à ce problème. Le patron auteur d'infraction aux Droits du travail, auteur de licenciement de représentant du personnel n'a-t-il pas, lui aussi, été amnistié ? Ah ! vraiment merci M. Pompidou !

Henri LECLERC.



ENFIN,
POUR RÉDUIRE
LES DEPENSES
DE SANTÉ DES
TRUSTS,
LE PRÉSIDENT
DÉCIDE
D'IMPOSER LES
MAINS ET DE
GUÉRIR LES
ÉCROUELLES

GORDON.

On ferme !

Yvonne Marchi

Le processus de liquidation de la production du charbon, engagé unilatéralement par le gouvernement, met en pleine lumière les préoccupations des mineurs. Le plan de diminution accéléré de la production, annoncé en décembre 1968, a pour conséquence de réduire de 45 % celle de 1968, c'est-à-dire de porter la production nationale à 25 millions de tonnes en 1975. La réduction prévue des effectifs devrait être de 85.000 personnes environ.

Fermetures en cours

La fermeture des Houillères du Bassin de la Loire était fixée à 1974 (7.000 mineurs) ; elle peut se situer actuellement pour fin 1973 car les effectifs ont diminué de 861 mineurs au lieu des 474 prévus.

Dans le secteur des Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais l'orientation prise est la condamnation du charbon. L'argument utilisé principalement pour fermer les mines est le prix de revient trop élevé à la tonne par rapport à celui des pays européens.

La garantie d'exploitation dans ce secteur est donnée jusqu'en 1978. Rien que dans celui de Billy-Montigny, une diminution progressive des effectifs fera passer le nombre des mineurs de 28.000 en 1975 à 0 en 1978. Sur l'ensemble du bassin, l'effectif de 85.000 passera dans la meilleure des hypothèses à 30.000 par réduction de 50 % de la production.

Dans les Houillères du Bassin des Cévennes on s'aperçoit qu'entre 1960 et 1964 les effectifs du secteur de Graissessac (Hérault) sont tombés de 1.200 à 300 pour un nombre actuel de 160, du fait, en particulier, des départs en retraite anticipée. Ce secteur doit disparaître au plus tard en 1974.

Dans le secteur d'Alès (Gard) où il y a 2.400 ouvriers, la fermeture est prévue pour 1975.

Pour l'ensemble des Houillères du Bassin des Cévennes les effectifs réels sont passés de 7.900 mineurs au 31-12-67 à 6.800 au 31-12-68 pour 6.100 au 30-4-69.

Les fermetures, envisagées pour 1975, des Bassins de l'Auvergne, des Cévennes et du Dauphiné feront supprimer 12.000 emplois ; celles de 2 exploitations en Lorraine : 11.000 emplois.

Face à ce processus précis et ordonné de répression de la production et des effectifs par bassin, que propose le gouvernement pour permettre aux travailleurs

chassés de la mine de vivre et de travailler ?

- Aide à la reconversion.
 - Retraite anticipée.
- Qu'a-t-on fait en réalité ?

Réalisations gouvernementales et véritable reconversion

Dans une région comme le Nord et le Pas-de-Calais où plus de 55.000 mineurs vont être remerciés il n'y a aucune entreprise ou industrie nouvelle. Les hommes de 45 ans, du fait de la retraite anticipée, cherchent du travail alors que les jeunes en attendent aussi.

Dans l'Hérault, trois entreprises se sont implantées de 1960 à 1964, deux ont déjà de graves difficultés financières et ont dû licencier une partie de leur personnel, ceux qui restent perçoivent le S.M.I.G. !

Quelles industries vont accueillir les 19.000 mineurs de la Loire, de l'Aveyron, du Dauphiné et des Cévennes ?

Une politique de régression doit tenir compte des graves conséquences qu'elle aura sur les mineurs et leurs familles et sur des populations entières. Il faut donc préparer l'industrialisation des régions minières.

Les Houillères représentent un potentiel humain, technique et économique ; il faut leur permettre de diversifier leur activité pour une action efficace. Il faut réellement opérer la reconversion. Celle-ci doit précéder la récession et non la suivre ou même aller de pair avec elle. La reconversion doit assurer une garantie de revenu et un développement de nouvelles qualifications professionnelles.

Cette politique de reconversion doit être financée par l'Etat. Ceci repose le problème des nationalisations qui furent effectuées uniquement dans les secteurs déficitaires ; ce qui fut le cas des Houillères en 1946. Elles supportent des charges qui incombent en réalité à la Nation tout entière.

Dès 1963, à la suite des grèves, une table ronde avait été réunie. Les conclusions auxquelles elle parvenait permettaient d'envisager l'avenir sous un angle plus dynamique.

On pensait alors que la production de chaque bassin serait établie à un niveau acceptable d'un point de vue économique et social. Il n'en fut rien.

L'installation de Renault-Peugeot et Simca dans le Nord ne résou-

drait d'ailleurs pas le problème ; ou encore de Citroën en Lorraine où, aux mineurs à licencier, s'ajoutent les chômeurs actuels et les milliers de sidérurgistes dont on prévoit également le dégage-

ment. Il aurait fallu prévoir une décentralisation réelle et développer tout d'abord dans chaque région l'infrastructure nécessaire (communications, trains, routes, rénovation urbaine, développement de l'enseignement général et professionnel), et non se contenter d'incitation aux entreprises privées.

Ne voit-on pas ces industriels s'installer dans les régions en difficulté uniquement attirés par les facilités offertes, et qui deux ou trois ans après sont amenés à fermer et à licencier à leur tour.

Dans les régions où l'infrastructure est déjà existante il faudrait implanter des entreprises de secteurs industriels en expansion utilisant les ressources du charbon — industries chimiques et textiles dans le Nord par exemple — et développer la recherche scientifique et appliquée.

Il serait bon que les profits des pétroles, accaparés par les sociétés privées, servent à résoudre la crise charbonnière.

Les mineurs ne tiennent pas forcément à demeurer toujours des mineurs, mais ils préfèrent cela que de devenir des chômeurs et des assistés. Ils se refusent à toute charité ; ce qu'ils exigent c'est du travail et non une quelconque aumône.

Il faut refuser que le progrès de la technique et de la science se fasse sur le dos de certaines catégories d'hommes... et nombreux sont d'ailleurs ceux qui, à tour de rôle, risquent d'y passer.

Indemnisation pour les mineurs âgés ou silicosés après une certaine durée de services

Il ne faut pas perdre de vue que les mineurs ont un statut particulier et un régime spécial de Sécurité Sociale. Il y a donc des prestations qui leur sont définitivement garanties dès lors qu'ils remplissent les conditions requises pour les obtenir.

Parmi ces prestations figurent notamment la pension normale de vieillesse (à 50 ou 55 ans) et la pension proportionnelle. Encore faut-il noter qu'un mineur licencié avant de réunir 15 ans de services n'a plus droit qu'à la rente correspondante à 1 % de ses versements.

Par contre, dès lors qu'ils quittent la mine, ils ne peuvent plus prétendre à certains avantages liés à leur statut spécial.

En particulier, la pension d'invalidité professionnelle, prestation dont il n'existe pas l'équivalent ailleurs, leur garantit la différence entre le salaire de la catégorie où ils étaient rangés et celui de la catégorie qui eût normalement correspondu dans la mine à leur capacité réduite de travail.

Il est déjà bien difficile d'obtenir cette prestation ; qu'on en juge : il suffit que sur le plan médical l'affilié puisse travailler **théoriquement** dans une catégorie déterminée pour que ce soit le salaire correspondant à cette catégorie — même s'il n'y a pas de poste vacant et que l'intéressé soit **effectivement** employé dans une autre catégorie à salaire plus bas — qui soit pris en considération pour déterminer ses droits.

D'autre part un affilié qui avait subi plusieurs déclassements successifs n'atteignant pas **chacun** les 20 % requis n'obtenait pas jusqu'ici cette prestation. Actuellement le ministère semble vouloir l'accorder à ceux qui auraient été ou seraient plusieurs fois déclassés pour la même affectation, mais le problème n'est pas réglé.

Enfin, bien des mineurs ne peuvent reprendre le travail à la mine où les bien portants eux-mêmes sont licenciés et n'arrivent pas à en retrouver ailleurs par suite du manque d'emploi dans la région où ils résident.

La rééducation professionnelle est également un casse-tête chinois. En effet, que faire d'un mineur « rééduqué » comptable si on ne trouve pas d'emploi de comptable ?

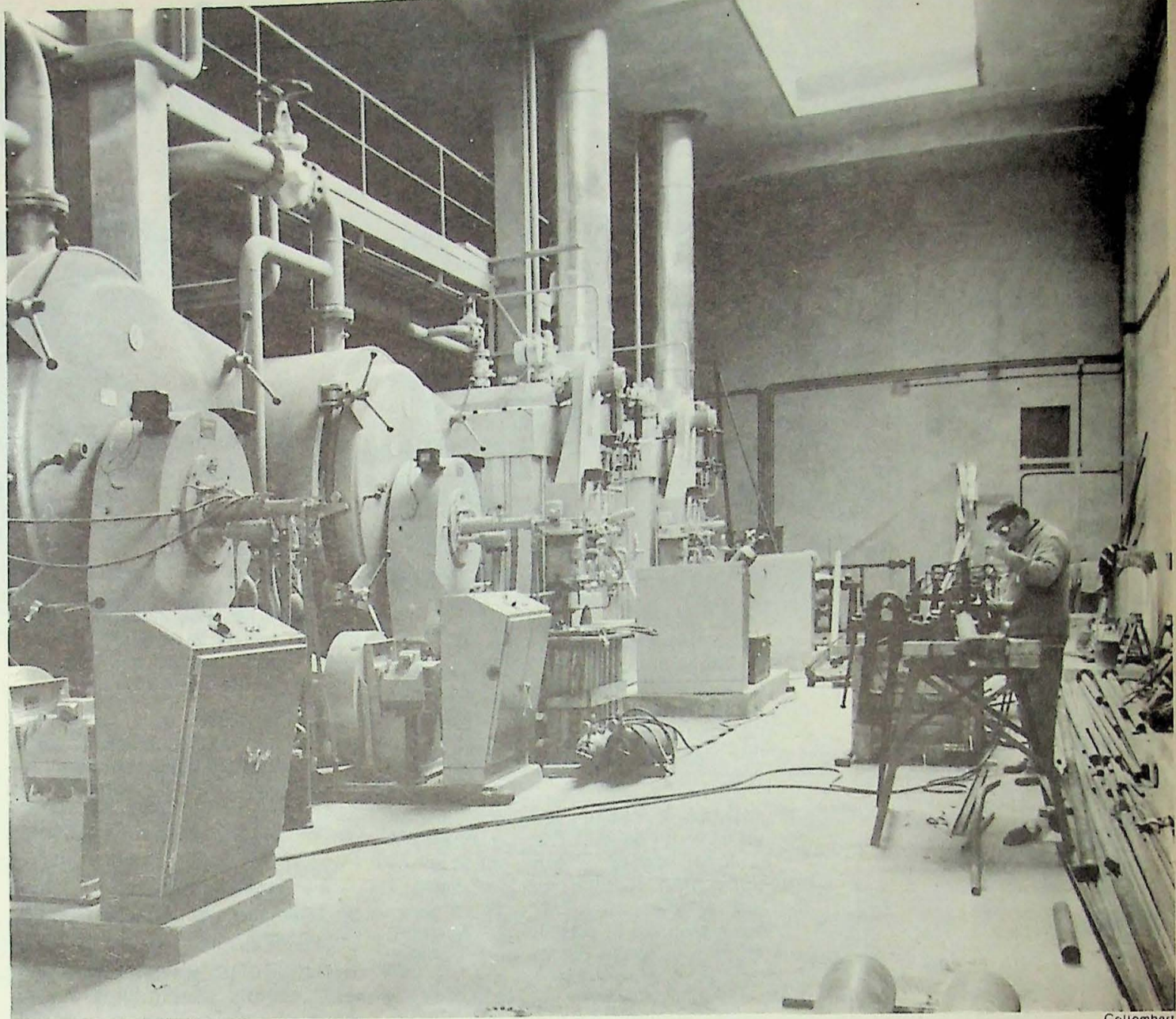
Sa « guérison » lui fait perdre le droit à une prestation d'invalidité mais ne lui fait pas retrouver du travail pour autant.

Proposer des mesures démagogiques tendant à prendre le manque d'emploi comme critère pour l'attribution d'une pension d'invalidité quelconque c'est se moquer des mineurs. Aucun texte de loi ne permet d'ailleurs de se référer à un tel critère !

**

Ce qu'il faut, c'est s'attaquer au problème à la base et veiller à l'industrialisation réelle des zones minières.

La formation avant l'emploi pour les jeunes, la reconversion de ceux qui perdent leur emploi ; la coordination réelle et politique des diverses formes de l'énergie et l'élaboration d'un plan énergétique non seulement français mais également communautaire, voilà ce qu'il faut mettre en œuvre d'extrême urgence. □



Collombert

Où en est la lutte pour le contrôle ouvrier

Abraham Béhar

Il est nécessaire de faire, dans ce dernier numéro de « T.S. » avant les vacances, un premier bilan des actions politiques menées par les sections et groupes d'entreprises, pour le contrôle ouvrier.

Une première leçon est à tirer ; c'est dans la mesure où il existe une action revendicative importante dans l'usine, que l'explication politique de notre axe stratégique (le contrôle ouvrier) a le plus d'impact.

C'est dire si cet objectif ne tolère pas le terrain abstrait, ou les adhésions purement cérébrales.

Depuis le 11 mars, « T. S. » a publié les échos des luttes ouvrières dans 30 usines (50 % d'entre elles étant métallurgiques). Tous ces articles ont décrit, sur le vif, les grè-

ves menées par les travailleurs. Presque tous ont abordé la bataille du contrôle à l'**INTERIEUR** de ces mouvements (les exemples de la Coder (Marseille), des usines St-Frères (Sommes, d'Antar-Donges (Loire-Atlantique) ou de Profil (Yvelines) sont tout à fait significatifs).

Nos militants ont donc appris à proposer avec plus de précision cet objectif unifiant, et donc ils savent maintenant comment s'imbriquer leur rôle de militants politiques dans les actions revendicatives donc syndicales.

Une deuxième leçon apparaît rapidement — il existe encore une confusion dans l'esprit des militants entre pouvoir syndical et contrôle ouvrier. Nous aurons en-

core, avec patience et cas par cas, à bien expliquer la différence fondamentale entre les deux objectifs.

Le pouvoir syndical, c'est la reconnaissance effective par le patronat de la force organisée des travailleurs, c'est le droit pour les militants syndicaux de faire leur travail sans être en butte à la répression systématique dans la mesure où, malgré les dernières lois sur le droit syndical, nous sommes loin du compte, il est normal que le P.S.U. soutienne cette revendication de pouvoir.

Encore faut-il être lucide sur sa **NATURE** et sa portée. C'est en effet la possibilité pour l'organisation syndicale de contester ouvertement le pouvoir patronal, et en

fonction du rapport de forces la possibilité de **NEGOCIER** avec lui un nouvel équilibre. C'est dire son importance, mais aussi sa limite (le syndicat ne peut pas négocier des revendications incompatibles avec la nature capitaliste des entreprises, et globalement, il faut introduire des déséquilibres graves dans ce système, mais non décisifs). De même, si on examine la situation des pays où le pouvoir syndical est légal, institutionnalisé (Suède, Allemagne, etc.), on ne peut pas nier les avantages qu'on retire sur les travailleurs, mais on ne peut pas nier non plus que ce pouvoir concoure au raffermissement du capitalisme et à ce qu'on appelle « l'intégration des syndicats ».

Le **contrôle ouvrier**, par contre, n'est pas négociable. C'est une stratégie destinée à **détruire** le patronat, à entraîner le prolétariat à

imposer ses décisions prises indépendamment du capitalisme, à faire vivre la démocratie ouvrière dans l'entreprise (le contrôle est imposé par l'action de masse, il est exercé par des délégués ouvriers révocables par la base) et à préparer politiquement la classe ouvrière à exercer sa dictature après la prise du pouvoir central.

Dans le premier cas, le pouvoir syndical est compatible avec la survie du système, dans le deuxième cas, le contrôle ouvrier lui est irréductiblement opposé.

— Commencer par le contrôle dans les entreprises, c'est préparer le contrôle par la classe ouvrière de toutes les activités sociales et économiques (y compris l'université), c'est donc un objectif de prise du pouvoir.

Une troisième leçon peut enfin

être prise en compte, c'est le degré de compréhension par les travailleurs de ce mot d'ordre.

— Grâce à l'action de nos militants, grâce à la campagne présidentielle, le contrôle ouvrier commence à être perçu comme possible, comme réalisable à court terme dans le concret.

— Le plus souvent la liaison entre les revendications et l'exigence d'un contrôle est aussi relativement comprise.

Mais, par contre, il reste une large plage d'ombres sur deux points : comment généraliser un éventuel contrôle et surtout à quoi cela mène ? Nous avons ici à travailler encore pour dépasser la seule entreprise et expliquer les possibilités de contrôle par branche d'industrie (le Manifeste des cheminots du P.S.U. est un bon

exemple de ce dépassement), ou par région. Nous avons aussi à mieux décrire la filiation entre contrôle ouvrier et le pouvoir des travailleurs, et ici un grand effort d'information (sur la situation italienne par exemple) et de formation est nécessaire.

Après un an d'efforts, le contrôle ouvrier est devenu **crédible** par une partie des travailleurs (mais pas pour tous, loin de là !) il n'est pas encore un objectif **NATUREL** des luttes.

Dans les prochains « T. S », nous essayerons de dépasser les seuls comptes rendus des actions partielles ou globales pour répondre à ces questions.

En tout cas, l'ordre du jour des stages « Entreprises » va largement faire place à ces problèmes. □

L'entracte

Jacques Ferlus

Le Président n'était pas encore installé à l'Élysée, il n'y avait pas encore de gouvernement, que déjà les dirigeants syndicaux faisaient savoir qu'on avait perdu assez de temps et qu'il fallait maintenant s'occuper de satisfaire les grandes revendications des salariés. Ils n'avaient pas fini de rédiger toutes leurs lettres aux ministres, toutes leurs demandes d'audiences, que M. Chaban-Delmas annonçait qu'il allait les recevoir tous et les uns après les autres.

C'est que la situation est telle qu'il devient urgent et nécessaire de calmer les travailleurs. Dans les entreprises ça ne va pas trop mal, il y a du travail et même beaucoup dans certaines branches. Et lorsque les carnets de commandes sont pleins c'est toujours un moment favorable à la revendication. Les exemples n'ont pas manqué ces dernières semaines dans presque toutes les régions de France et plus particulièrement en Lorraine. De plus, le référendum puis la campagne présidentielle ont jeté dans l'ombre les problèmes restés en suspens après l'échec de la rencontre de Tilsitt. Finalement, depuis Grenelle les salariés n'ont plus rien obtenu officiellement. A tout cela il faut encore ajouter la situation générale de notre économie et la rentrée de M. Giscard d'Estaing qui n'ont rien de rassurant pour les travailleurs.

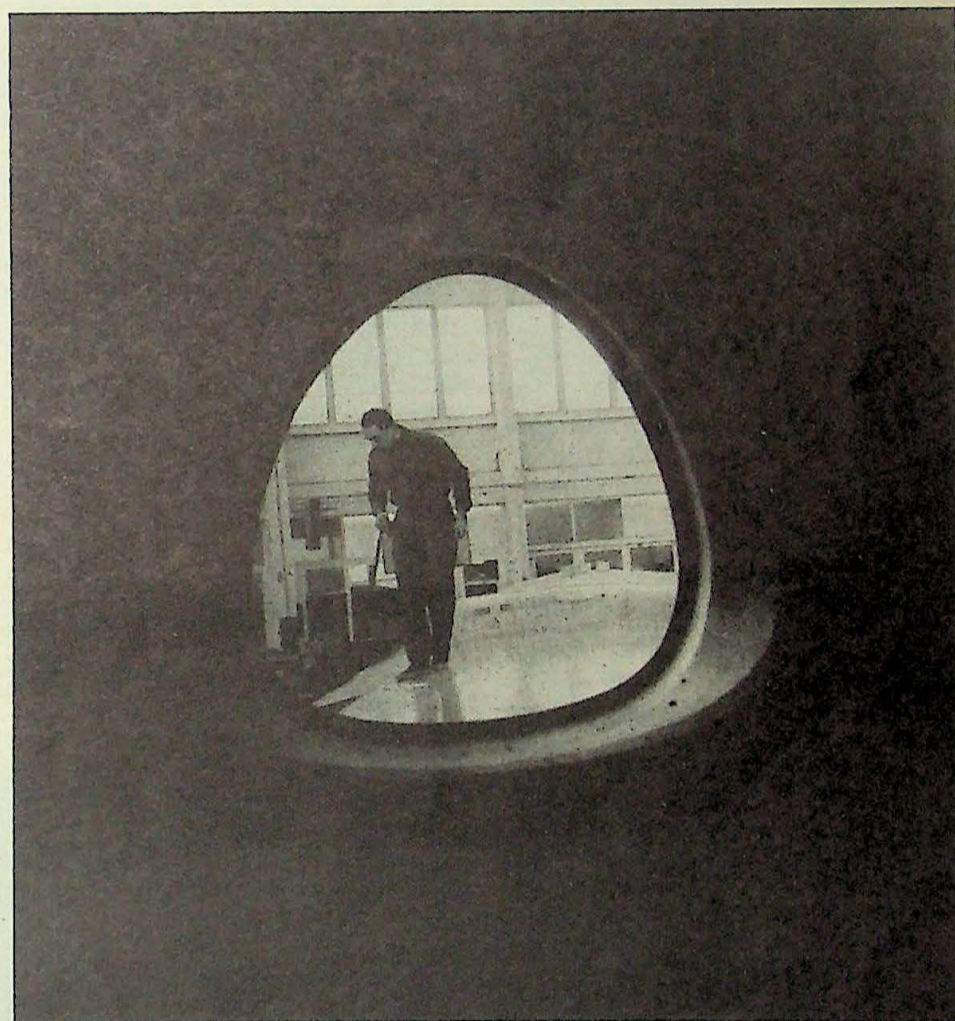
Le Premier Ministre a donc reçu les syndicats et on ne sait trop quelle impression il en a retirée. Les syndicats, les plus représentatifs du moins, sont pour leur part loin d'être satisfaits. En sortant de Maignon, Benoît Frachon a clairement déclaré qu'il serait impossible à la C.G.T. de cautionner la politique du gouvernement. Chaban-Delmas rétorque qu'il ne lui en demande

pas tant. Il est clair que la C.G.T. comme la C.F.D.T. restent persuadées qu'elles n'ont pas grand-chose de positif à tirer du gouvernement pour le moment, et que la « concertation permanente » n'est encore qu'un slogan.

Certes tout le monde se rendra aux prochaines négociations qu'on ne va pas tarder à annoncer. On y discutera du S.M.I.G., des salaires, de la mensualisation et peut-être même de la Sécurité Sociale. Les syndicats, dont on veut, sinon la collaboration, du moins la bonne volonté, obtiendront sûrement des avantages. Mais qu'on le veuille ou non, le cœur n'y est plus. Beaucoup de syndicalistes, à l'image des salariés, savent bien que les grandes transformations ne se négocient pas. Elles s'obtiennent dans la lutte.

Pour tout le monde la grande inconnue c'est ce qui va se passer au moment de la rentrée sociale. Sur ce point les syndicalistes se sont bien gardés de donner des informations au Premier Ministre. Reste à savoir d'ailleurs si les positions sont claires sur ce point dans les centrales.

Les conflits, qui ne manqueront pas au retour des vacances, peuvent se dérouler sur deux axes. Il suffit de choisir le meilleur. Il y a, d'une part, la possibilité d'actions massives sur un plan très général, ou au niveau des branches, des secteurs, des régions sur de grandes revendications comme le rattrapage des salaires. Les centrales syndicales, la C.G.T. surtout, disent être assez tentées par cette formule qui permet aux états-majors de bien diriger le mouvement. Mais pour assurer un plein succès à cette méthode, il faut déjà trouver des formes d'actions origina-



Elie Kagan

les, et la confrontation au niveau des centrales est nécessaire.

Les conflits de ces dernières semaines font toutefois apparaître que les salariés ne sont pas emballés par les classiques grandes actions nationales. Ils préfèrent se déterminer eux-mêmes dans leurs entreprises en choisissant leurs revendications et les formes de leur action. C'est sûrement moins spectaculaire qu'un grand défilé, mais c'est plus efficace.

Tout cela provoque un certain désarroi dans les appareils syndicaux, même si, comme à la C.F.D.T., on fait tout son possible pour épouser ces mouvements peu traditionnels. Cette forme d'action a aussi l'avantage de permettre la réalisation d'une union syndicale à la base. C'est beaucoup moins compliqué qu'au sommet, quoique

cela implique forcément une unité de vue à ce niveau-là. En effet, si on veut aller jusqu'au bout il faut bien, à un certain moment, que le relais soit pris nationalement pour assurer une grande victoire aux travailleurs. Mieux vaut ne pas commencer ce qui s'est passé l'année dernière où chacun a eu raison de son côté mais où tout le monde a eu tort ensemble.

Ce qu'on ne connaît pas encore, c'est la date exacte de cette rentrée. Sera-ce en octobre ? Un peu plus tard ? Un peu plus tôt ? Le Président par sa conférence de presse, le gouvernement par ses décisions peuvent aussi bien l'avancer un peu que la reculer sensiblement. Ce qui est sûr c'est qu'ils ne peuvent l'éviter. Les vacances ne sont qu'un entracte : les congés payés ne durent jamais que quatre semaines. □

Quelle rentrée?

Jacqueline Giraud

Dans les lycées et les universités, les vacances mettent un terme à une année confuse. Sans doute Edgar Faure a-t-il réussi à « tenir » tant bien que mal, mais la clef de voûte de sa politique, la participation, s'est effondrée ; les étudiants de la F.N.E.F. et du M.U.R. eux-mêmes ont déserté les conseils où ne siègent plus que les militants communistes et gaullistes. Inversement, les militants révolutionnaires ont pu animer des actions sporadiques, ponctuelles ; ils n'ont pas su recréer les conditions d'un mouvement de masse.

A la française et à l'américaine...

Le régime d'Edgar Faure prend fin. Son successeur affirme sa volonté de « continuité ». Et sans doute Olivier Guichard est-il bien là pour réaliser la tâche inscrite en filigrane dans la loi de son prédécesseur : la soumission de l'Université aux besoins du système capitaliste. En quoi il est d'ailleurs plus clairement le continuateur de M. Fouché. Mais la « transition » d'Edgar Faure aura du moins permis de rectifier le tir. Pour atteindre l'objectif, point n'est besoin d'une réforme globale de l'enseignement. Le bon vieux système humaniste « à la française » pourra continuer à sévir dans le secondaire. Qu'importe, pourvu que l'enseignement supérieur prenne la voie « technocratique à l'américaine ». Le mouvement en ce sens est déjà amorcé : l'enseignement supérieur éclate en « unités » qui permettent une étroite spécialisation professionnelle et une « privatisation ». C'est ainsi, par exemple, que le Centre Dauphine à Paris, institué « autonome », est totalement pris en main par la Chambre de Commerce.

Dans ce système, c'est essentiellement au niveau du supérieur que sévira la sélection-élimination. Car c'est surtout là qu'elle est nécessaire aux intérêts de l'économie capitaliste. Mais elle sera amorcée plus tôt, par une politique baptisée d'« orientation », qui visera à enfermer les enfants dans des cases dont ils ne pourront plus sortir

et qui décideront de tout leur avenir. Nombre d'orientateurs voient déjà d'un mauvais œil cette utilisation que le pouvoir veut faire de la psycho-pédagogie. Il faudra livrer bataille contre cette sélection, camouflée ou non en « orientation », de pair avec la bataille contre les concours : comment l'enseignement ne serait-il pas sélectif si toute la formation des enseignants continue à se faire selon ce principe ?

Répression « en douceur »

La mise en place de ce système suppose un renforcement de la répression qui, déjà, s'intensifie même si elle a perdu sa forme policière. Elle se fait plus subtile, mais peut-être plus efficace, en devenant administrative et disciplinaire. Les exclusions se multiplient, sous couvert de « dossiers », contre les militants des C.A.L. Les enseignants, et particulièrement les assistants et les non-titulaires du secondaire, sont frappés par le biais des notations.

La continuité sans fard

À la rentrée, finalement, la « continuité » s'affirmera à visage découvert. Continuité d'une politique de l'enseignement qui se veut mieux asservie aux intérêts du capitalisme. Sans le masque de la « participation » et de la « démocratisation ». Pour le nouveau gouvernement, la participation ne sera plus un objectif essentiel ; il s'en servira là où elle existera, il s'en passera ailleurs. Il ne croit plus en avoir besoin pour désamorcer les mines de Mai 68.

L'explication politique devrait en être facilitée. Mais pour qu'elle débouche sur une mobilisation de masse, il faut encore que nous sachions définir une ligne d'intervention qui oriente, sur leur terrain particulier, l'action des lycéens comme celle des enseignants et celle des étudiants. Et que nous sachions répondre par un front commun résolument socialiste au front commun réformiste que le PCF a su constituer avec le SNES, le SNE-Sup, l'UNCAL et la Fédération Cornec.

Lycéens : un mouvement de masse est-il possible ?

Le tour de vis amorcé dans les lycées ne facilitera pas la mobilisation lycéenne. De plus, nous retrouvons chez les C.A.L. le problème qui a été au cœur des dé-

bats au sein de l'UNEF avec les autres militants du mouvement de Mai ; ceux de « Rouge » qui refusent le mouvement de masse pour construire l'avant-garde révolutionnaire,



et les « maoïstes spontanéistes » qui le refusent au nom... du spontanéisme.

Dans l'effritement actuel des C.A.L., il demeure tout de même un noyau qui a la volonté de construire un mouvement de masse. En aura-t-il les moyens ?

Pour leur part, les lycéens du P.S.U. sont environ 400, auxquels il faut ajouter les sympathisants regroupés en « Comités Mai 69 » (il en existe dans tous les lycées

de la région parisienne). Mais il est des régions entières dans lesquelles nous n'avons pas de lycéens organisés.

Ce secteur ne peut pas se développer s'il n'est pris en charge par l'ensemble du parti. Ce qui suppose une volonté des fédérations et une intervention des enseignants. Si l'UNCAL (lycéens communistes) a pu se développer, c'est parce que les enseignants communistes s'en sont activement occupés.

Enseignants : rénover le syndicalisme

Outre la collaboration qu'ils pourront apporter au mouvement lycéen, les enseignants auront à poursuivre le combat qu'ils ont amorcé dans leurs syndicats.

Le mois de Mai 68 a révélé la véritable nature des syndicats enseignants : de fait, ils « participaient » depuis longtemps au fonctionnement de l'Education Nationale. Le problème est maintenant posé de savoir s'ils continueront à se limiter à la défense des avantages personnels sans jamais poser le problème de la politique de l'Education Nationale, ou s'ils seront un élément de lutte contre cette politique.

C'est autour de cette question que, depuis un an, s'effectuent les reclassements au sein des syndicats enseignants. Reclassement que traduit la scission de l'Ecole Emancipée et l'apparition de

nouvelles tendances : celle de « Rénovation syndicale » au SNES et celle de « Démocratie et Rénovation » au S.N.I. C'est ainsi que s'est dégelée une situation traditionnellement figée en trois tendances : « Autonomes », « Unité et Action » (communiste) et « Ecole Emancipée ».

À la fin Mars, aux élections Académiques du S.N.E.S., la liste « Rénovation syndicale » a obtenu 11,8 % des voix. Ce mois-ci, au congrès du S.N.I., la tendance « Démocratie et Rénovation », à peine née, obtient 3,4 % des voix dans le vote d'orientation.

Tous les enseignants du P.S.U., et plus largement tous ceux du courant socialiste, ont à travailler prioritairement à cet effort de rénovation dont le prochain Congrès de la F.E.N. sanctionnera le développement.

U.N.E.F. : une majorité pour quoi faire ?

Le dernier collectif de l'UNEF réuni à Antony le 1^{er} juillet a, dans une certaine mesure, marqué le renforcement du courant majoritaire depuis le congrès de Marseille. Cette consolidation des forces regroupées autour de l'actuelle direction nationale ne devrait cependant pas faire oublier les conditions relativement ambiguës et contradictoires de sa constitution. Contradictoire, en ce sens que le courant allait en s'affirmant alors que les thèmes de luttes devenaient de plus en plus flous ; ambiguïté marquée par une certaine faiblesse théorique des militants, faiblesse qui engendre des difficultés à adopter des positions claires face à la conjoncture. Tirillés par les différentes tendances qui mènent la lutte idéologique au sein du mouvement de masse, nos militants n'ont pas à se situer par rapport à elles, mais doivent suivre une ligne juste, celle qui convient à un mouvement issu de Mai.

Cette incapacité s'est trop souvent manifestée ces derniers temps, laissant libre cours aux déviations les plus aberrantes. Or le projet soutenant l'essentiel de l'évolution de l'UNEF depuis son congrès a été la mise en place de nouvelles structures. Cette transformation devrait déterminer à terme les pratiques en milieu étudiant. Il est d'ores et déjà notable que le terme mis à la fragmentation locale, devenue excessive, se conjugue à un assouplissement des structures de l'UNEF par la représentation directe au congrès annuel des structures de base que sont les Comités d'Action UNEF. Il est certain qu'un tel type de liaison permettant un contrôle direct de la base sur la direction nationale marquait également un renforcement de l'autorité, comme de la responsabilité, de cette même direction nationale sur l'ensemble des luttes menées par le mouvement étudiant.

Réorganisée juridiquement par les enseignements tirés de Mai, l'UNEF se donne les moyens d'être un instrument au service du projet politique adopté lors des collectifs et du congrès, et ce, en période de montée des luttes, comme en période de latence. Ce dernier aspect, à savoir la permanence du mouvement de masse dans une conjoncture peu favorable, fut le principal problème auquel se sont heurtés les militants tout au long de cette année. Le quasi-échec de la campagne sur les examens a remis en avant, au cours du dernier collectif, les débats sur l'admission à l'UNEF, non de petits centres universitaires d'obédience UEC. La bataille engagée contre les réformistes de tout poil se retrouvant dans le conglomérat « UNEF Renouveau » représente un débat politique important non encore tranché. Le forcing politique de l'UEC pour les nouvelles

admissions appelle une réponse ferme de la part d'une majorité ayant repoussé tout courant « réformiste - participationniste ».

La désertion des camarades de « Rouge » nous amène aussi à poser le problème de l'attitude des différentes fractions trotskystes à l'intérieur du mouvement de masse. Trop de complicité ou d'accords tactiques avec l'une ou l'autre des tendances se réclamant du courant trotskyste a freiné la constitution d'une majorité cohérente et homogène au sein de l'UNEF et a entraîné les pires tentatives au mimétisme. La confusion entre mouvement de masse et avant-garde a conduit ces groupuscules au capitularisme permanent fondé sur des mots d'ordre démobilisateurs.

L'absence d'une théorie scientifique à la base de leurs analyses de la situation perpétue un dogmatisme rigide qui n'engendre que le fractionnement de ces mouvements alors même qu'ils se développent. Car leurs conflits idéologiques ne peuvent aboutir qu'à des scissions, plongés qu'ils sont dans l'indécidable d'une carence théorique. C'est ainsi que les trotskystes sont allés de JCR en « Rouge », puis en Ligue jusqu'à la rupture avec l'UNEF.

Quand il n'y a pas scission, le forcing physique ou la violence verbale deviennent alors ligne directrice. Ces deux attitudes posent dans un premier temps la question de la constitution d'une majorité cohérente, et dans un second temps le problème de l'utilisation de cette majorité. Il est clair, par ailleurs, qu'une définition claire

passant par une condamnation sans équivoque de toutes les tendances qui refusent l'orientation actuelle du mouvement étudiant, impliquera par elle-même la détermination des axes de lutte à l'Université pour la rentrée. Le confusionnisme actuel ne permet guère d'évoluer avec la clarté nécessaire. Les indécisions qui ont présidé à la menée de luttes, notamment à Vincennes, traduisent éloquemment les incertitudes actuelles. La plus grande rigueur devrait effectivement frapper les camarades qui refusaient la présence de la direction nationale sur les lieux et qui manifestèrent ce refus par les voies les plus violentes. La décision prise à l'encontre d'un responsable de l'« UNEF Renouveau » traduit la première des tâches d'une direction politique qui est de se faire respecter et de ne pas tolérer une quelconque exaction sans réagir avec fermeté. C'est la responsabilité politique de l'organisation qui est en jeu, et il ne saurait être question de la remettre en cause sans prêter le flanc à toute faiblesse ou insuffisance coupable face au courant « réformiste-participationniste ». De même la plus grande lucidité doit conduire tout militant PSU à l'Université à ne pas se contenter d'un désaveu sommaire du comportement des camarades baptisés « spontanéistes ». L'appellation « spontanéiste » mène à toutes les confusions possibles et n'émane bien souvent que d'un immobilisme stérile. La condamnation de ceux qui font quelque chose ne doit pas venir de ceux qui ne font rien. Il faut être conscient qu'on ne peut parler de spontanéisme quand une action est engagée avec le maximum de militants mobilisables en vue de la réalisation de cette action. A Vincennes l'action contre les élections n'était contestable que dans la

mesure où les forces révolutionnaires qui intervenaient étaient insuffisantes face au substitut policier constitué par les « réformistes-participationnistes », le nouveau visage de l'« UNEF Renouveau ».

Ce défaut d'analyses sérieuses des luttes menées récemment met un coup d'arrêt à l'ébauche de nouvelles perspectives pour le mouvement étudiant. Ainsi les perspectives en vue de la rentrée sont encore trop vagues pour espérer mobiliser les étudiants. La méconnaissance de la politique que va mener la bourgeoisie hypothèque en grande partie la marge de manœuvre dont dispose le mouvement étudiant. Une certitude : la radicalisation de la répression avec l'arrivée d'Olivier Guichard dont la politique s'apparente à celle suivie par Fouchet, celle-là allant de pair avec une politique d'austérité (diminution des frais d'administration). Tout ceci porte à croire que l'éviction de Lacan de l'ENS comme celle des auxiliaires d'enseignement « politiquement actifs » ne sont que les prémices d'une sérieuse reprise en main de l'Université par la bourgeoisie afin de s'assurer du contrôle de l'idéologie distillée par les appareils scolaires, contrôle qu'elle tendait à perdre face au mouvement étudiant.

Il est temps de reposer la validité des analyses d'après Mai, afin de recréer les conditions permettant la prise de l'initiative des luttes sur le terrain universitaire.

Les militants ESU, par leur réflexion et leur capacité à définir, au cours des stages de l'été, les thèmes et les axes de lutte pour la rentrée, s'assureront à ces conditions la véritable direction du combat étudiant. □

Robert DESTOT





Nous publions deux articles sur l'Amérique latine, un général de H. Beley et l'autre de M. Vannesse sur le Pérou, exprimant le point de vue des camarades « Vanguardia Revolucionaria ». Dans son article H. Beley aborde également, mais dans une optique un peu différente les problèmes du Pérou. Nous avons pensé qu'il n'était pas mauvais de fournir à nos lecteurs les éléments d'un dossier relativement détaillé.

Lutte de classes en Amérique latine

Henry Beley

Ce qui donne leur caractère explosif sans précédent aux remous qui secouent toute l'Amérique latine depuis deux mois, c'est l'éclatement, au même moment (à la faveur de la venue de Rockefeller qui catalysa les mécontentements), des deux types de contradictions internes à tout le continent américain :

1. Contradictions entre les intérêts du capitalisme industriel et financier des pays latino-américains et ceux de l'impérialisme U.S. (ce dernier ayant l'appui de l'oligarchie terrienne) ;

2. Contradictions entre les intérêts du prolétariat et de la paysannerie (appuyés par les étudiants, l'avant-garde guérillera, une fraction plus ou moins importante des classes moyennes et une fraction grandissante du clergé) et ceux du capitalisme industriel et financier local — qui dispose cette fois de l'appui (plus ou moins réservé selon les pays) de l'oligarchie terrienne, de l'aile intégriste de l'Eglise et enfin, et surtout, de l'armée, véritable caste en Amérique latine, spécialiste ès coups d'Etat et détentrice réelle du pouvoir politique (s'il est un continent où il apparaît, avec une évidence aveuglante, que « le pouvoir est au bout du fusil », c'est bien l'Amérique latine !).

Néo-colonialisme américain

Les situations politiques engendrées par ces deux types de contradictions sont d'autant plus complexes que ces contradictions s'enchevêtrent plus qu'elles ne se superposent; elles sont en effet, intimement liées par leur plus grand commun dénominateur : le néo-colonialisme U.S. qui, depuis au moins 1823 (doctrine de Monroe), considère l'Amérique latine comme un terrain de chasse privilégié. C'est l'omniprésence de ce néo-colonialisme qui donne aux luttes de classes latino-américaines leur caractère particulièrement explosif.

D'où le nationalisme anti-U.S. forcené de toutes les classes sociales de ce continent (à la seule exception, peut-être, de l'oligarchie terrienne). D'où l'aspect apparemment paradoxal de certains événements politiques. (Ainsi voit-on les divers gouvernements réprimer — avec une férocité qui va bien au-delà des nécessités de certaines obligations diplomatiques — des manifestations anti-U.S. dont les

mots d'ordre ont pourtant leur pleine et entière faveur et auxquelles participent parfois, (comme en Argentine, des nationalistes de droite...)

C'est que les classes au pouvoir se trouvent coincées entre la mainmise de l'impérialisme américain sur leurs propres privilèges et l'effet (direct ou indirect) de cette mainmise sur les conditions sociales du prolétariat et de la paysannerie locale. Quoi qu'elles fassent, elles se heurtent donc à une impossibilité : si elles s'opposent à l'impérialisme U.S., elles déclenchent une cristallisation de la colère populaire dont elles sont les premières victimes (car le peuple en vient logiquement à ne pas voir de différence essentielle entre son exploitation économique par les U.S.A. et son exploitation par sa propre bourgeoisie nationale — un peu comme ces millions d'ouvriers français, exploités par les petits et moyens patrons, qui verront difficilement dans ces derniers des alliés privilégiés contre les monopoles...); si, au contraire, elles refusent d'affronter l'impérialisme nord-américain, elles se condamnent à être avalées par lui à plus ou moins long terme, compte tenu de l'implacable emprise de cet impérialisme sur leurs propres entreprises nationales.

D'où la crainte grandissante qui s'empare aujourd'hui des régimes plus ou moins dictatoriaux qui défendent leurs intérêts : « Si vous continuez à ne pas nous comprendre, il risque d'y avoir très prochainement 250 millions de desperados sur le continent ! » déclare, affolé, à Rockefeller un de ses interlocuteurs boliviens. Il n'est pas jusqu'au pouvoir militariste, policier et ultra-dictatorial brésilien qui ne sente le danger : prié par ce même Rockefeller de dire franchement ce qui ne va pas, ses porte-parole prennent le représentant de Nixon au mot et le couvrent de critiques qui rappellent étrangement le réquisitoire entrepris par Castro en 1960, à la tribune des Nations unies, devant des centaines de délégués stupéfaits !

Les cas du Pérou et de l'Argentine offrent deux exemples particulièrement saisissants des insurmontables contradictions sur lesquelles butent les classes possédantes d'Amérique latine. A eux deux, ils les résument en effet à peu près toutes.

Au Pérou, nous nous trouvons en présence d'un pays agraire, peuplé à 47 % d'Indiens, exportateur de matières brutes et importateur de produits finis — bref, l'image classique du pays néo-colonisé par l'impérialisme américain.

Pérou : Lutte anti-impérialiste

On sait l'action entreprise dernièrement par le gouvernement militaire péruvien contre les U.S.A. : arraisonnement systématique de tous les bateaux de pêche américains qui évoluent en deçà de 200 milles marins des côtes du Pérou (le Chili et le Brésil viennent eux aussi de porter leurs eaux territoriales à 200 milles); expropriation de l'International Petroleum Company.

Or, cette action se trouve appuyée à la fois par le gouvernement révolutionnaire cubain et par tous les gouvernements latino-américains, y compris les plus dictatoriaux. (Il n'est guère que les pro-chinois et les pro-castristes péruviens pour formuler des réserves expresses à l'encontre des militaires péruviens.)

Ce n'est pas tout : ces militaires ont décrété la réforme agraire la plus audacieuse jamais lancée sur le continent sud-américain — une réforme de structure qui heurte de front et les intérêts de l'oligarchie terrienne, et ceux de l'impérialisme U.S. De plus, ils ont établi la gratuité de l'enseignement primaire et secondaire. Mais ce faisant, ils ont manifestement été poussés par les événements... C'est qu'on n'ouvre pas impunément les vannes du mécontentement : bien que nourris — comme Péron — d'idées de justice sociale, ces militaires ne sont pas pour autant des révolutionnaires liés aux masses : en songeant par exemple à transférer le leader révolutionnaire Hugo Blanco dans une prison amazonienne, ils obéissent à des réflexes de classe bien connus. Et face à la révolte récente de milliers de paysans soutenus par les étudiants, ils ont immédiatement répondu par une répression armée qui a fait des dizaines de morts...

Une réforme agraire

Michèle Vannesse

Cela dit, leur décision d'entreprendre la réforme agraire répond à un désir manifeste de « justice sociale ». La question est aujourd'hui de savoir s'ils parviendront à leur fin. Car en Amérique latine plus qu'ailleurs, le choix est clair : ou bien on ne veut ou on n'ose rien mettre en cause, et dans ce cas, seul un régime militaire peut garantir le désordre établi ; ou bien on met radicalement le système en question, et il faut alors s'appuyer résolument sur les masses populaires, leur fournir des armes, bref, faire la révolution... Si l'on hésite entre ces deux solutions, on s'expose à diverses formes de faillite politique. L'« expérience » se termine soit par un coup d'Etat militaire (exemple, Goulart au Brésil, Frondizi en Argentine), soit par la transformation du régime « réformiste » en défenseur objectif des classes possédantes (exemple, l'expérience chilienne de Frei, qui débouche aujourd'hui sur la répression policière).

Reste à savoir ce que fera le régime militaire « de gauche » actuellement au pouvoir au Pérou. De toute manière, il ne pourra se dérober longtemps à un tel choix, car il n'est pas possible d'attaquer de front l'oligarchie terrienne et l'impérialisme U.S. tout en réprimant des insurrections paysannes ; comme on le pense bien, la C.I.A. ne saurait rester la spectatrice passive des événements... Mais peut-être est-ce aux effets qui couronneront le refus d'un tel choix que faisait allusion le général Velasco Alvarado, chef du gouvernement péruvien, lorsqu'il déclarait, en mai dernier, à Marcel Niedergang : « La prochaine fois, peut-être me trouverez-vous pendu... ? »

Cet officier libéral dispose pourtant d'une conjoncture qui manquait à ses infortunés collègues, le colonel Arbenz et les présidents Joao Goulart et Juan Bosch : l'« union sacrée » autour de lui de l'Amérique latine tout entière (mais on ne sait encore rien des réactions des divers régimes au projet de réforme agraire...). La prudence des réactions de Washington est très significative à cet égard. Croire que les temps ont radicalement changé serait toutefois s'avancer beaucoup, et rien n'interdit de penser que, placée devant la crainte de voir l'expérience péruvienne faire boule de neige, et compte tenu du fait que les régimes bourgeois en place, voyant leur pouvoir de plus en plus contesté, préféreront sans doute le rôle de fantoches pro-américains à la perspective d'une révolution qui les renverserait, la Maison-Blanche ne se décide finalement (quoique moins disposée que par le passé à accorder son soutien impétueux à des trusts de type « United Fruit Co ») à refaire ce qui fut entrepris avec succès au Guatemala en 1954, en République dominicaine en 1965, voire au Brésil en 1964... □

Quatre jours après que l'on eut appris que des paysans et des étudiants s'étaient soulevés à Ayacucho, au Pérou, arrivait la proclamation d'une réforme agraire qui « menacerait les intérêts américains ».

Le lendemain, « Herald Tribune » assurait que la réforme agraire ne gênait en rien les intérêts américains au Pérou.

Mais de la réforme agraire, mise en œuvre à Cuba, à la réforme agraire décidée par le gouvernement militaire péruvien, bien qu'approuvée par les Cubains, il semble y avoir loin.

Rappelons quelques faits. Régulièrement, depuis des années, éclatent des révoltes spontanées. La plus récente, dans la province de Ayacucho, est venue d'une loi instituant l'école primaire et l'école secondaire payantes (la même loi intervient pour les universités). Des lycéens et des étudiants ont manifesté contre cette loi, et lors des heurts avec la police un enfant a été tué. Du coup, les parents d'élèves, toute la population se sont soulevés. La province n'étant pas reliée à Lima par le télégraphe les informations recueillies proviennent des postes de radio-amateurs. Il y aurait plus de 50 morts.

La gratuité de l'enseignement primaire et secondaire a été rétablie.

Bien entendu, la mort du lycéen n'a été que le détonateur de cette révolte populaire. La raison profonde, c'est la misère, et d'autre part, la crainte des innovations. Il est vrai que la réforme agraire dont on parlait depuis longtemps au Pérou et qui vient d'être proclamée est ressentie par les paysans comme un danger.

Pas de marché national

Au Pérou, coexistent minifundia et latifundia. Le plus bel exemple de latifundia est le Cerro de Pasco, qui avec 30 haciendas couvre trente mille hectares de terre.

Bien qu'à peu près la moitié des Péruviens soient concernés par les minifundia ils représentent un chiffre peu important dans la production nationale.

Il existe, en gros, deux sortes de marchés :

Le premier, qui représentent les latifundia, est tourné vers le marché mondial — c'est le cas de la Cerro de Pasco que l'on peut voir cotée, par exemple, à la bourse de Paris. Sa productivité est grande, il est mécanisé et a besoin d'une armée d'ouvriers agricoles. Les grands propriétaires fonciers sont,

au Pérou, également détenteurs des capitaux industriels et miniers. Ce qui fait que mineurs et ouvriers agricoles ont souvent le même patron. Nous reviendrons plus loin sur l'importance de ce phénomène.

Ce marché est dans une structure impérialiste, c'est-à-dire sa production dépend des besoins et des cours mondiaux.

Les minifundia sont tournés vers un marché intérieur. Il n'existe pas un marché qui fonctionnerait à l'échelon national, mais les échanges se font à l'échelle régionale. Les modes de production sont plus proches des modes féodaux que capitalistes.

L'un et l'autre mode de production, capitaliste impérialiste et proche du féodalisme, expliquent l'état de domination et d'exploitation dans lequel vit la petite paysannerie. Et les révoltes qui éclatent spontanément en sont un des résultats.

La solution-miracle

Le gouvernement militaire a centré sa propagande sur deux points : la réforme agraire, et les pôles de développement économique.

Mais l'une et l'autre solution, qui, effectivement sont les seules voies pour le Pérou de sortir de son état de sous-développement, sont irréalisables dans un pays capitaliste, dépendant si étroitement de l'impérialisme.

Imaginons que la réforme agraire soit mise en place. Les nouvelles propriétés issues de cette réforme ne trouveraient pas de marché national pour écouler leur production. Le revenu national est d'autre part trop faible pour que des prêts suffisants d'équipement, qui permettraient un accroissement de la production, soient accordés par l'Etat.

En dehors de cette impossibilité économique, il y a aussi une impossibilité politique. Nous disions que propriété foncière et capitaux sont réunis dans les mêmes mains, c'est-à-dire par la grande bourgeoisie, elle-même étroitement liée à l'impérialisme américain. Or, le gouvernement militaire s'appuie sur cette grande bourgeoisie et ne peut donc s'attaquer à elle.

Pour réussir, une réforme agraire doit s'attaquer à la propriété privée. C'est ici impossible, aussi la réforme agraire péruvienne prévoit-elle des compensations suffisantes pour, ne pas — jusqu'à présent — entraîner le refus des propriétaires fonciers, et des impérialistes.

Les dédommagements prévus sont les suivants : le cheptel et les semences sont payés comptant

par l'Etat. Tandis que les terres sont payées en obligations convertibles.

Des monopoles philanthropes

Prenons maintenant l'exemple de la Cerro de Pasco qui tombe sous le coup de la réforme agraire. Elle reçoit donc de l'argent comptant, des obligations convertibles et quelques « compensations », telles des concessions pétrolières.

Seulement, le marché agricole va lui échapper. Existe-t-il un monopole qui se soit vu reprendre un marché sans lutter ? Il y a donc deux solutions : soit le gouvernement péruvien sert lui-même d'intermédiaire entre la production issue des nouvelles propriétés et le marché mondial, soit la Cerro de Pasco continue à jouer le rôle d'intermédiaire — et dans ce dernier cas, on voit que la réforme agraire n'aura rien changé quant au fond.

Si l'Etat choisit la première solution, il est juste de dire qu'il lutte contre l'impérialisme. Mais il n'en aura pas les moyens plus de quelques mois. D'autant plus qu'une des conditions indispensables à la réussite d'une réforme agraire a été oubliée : c'est le soutien du peuple. Le gouvernement l'a « accordée », elle est pour lui le meilleur moyen de propagande — il n'y a qu'à lire la presse française pour s'en assurer.

La réforme vise théoriquement à diminuer le chômage et surtout à stopper le phénomène de migration de la campagne vers la ville, mais elle est surtout un moyen d'assurer le calme social. La loi est ainsi faite que la terre est accordée à n'importe qui, pas seulement aux paysans et pas systématiquement à eux. Ainsi, les bons employés pourraient se voir récompensés par l'attribution d'une terre, ce qui assurerait la stabilisation politique des régions concernées.

La réforme agraire ordonnée par le gouvernement militaire péruvien se veut radicale. Mais elle se heurte à des contradictions trop fortes pour réussir : pas de marché national déjà existant, une économie dépendant de l'impérialisme, les intérêts liés à la grande bourgeoisie et de l'impérialisme, et c'est sur la grande bourgeoisie que s'appuie le gouvernement, elle n'a pas de soutien populaire, et ne s'attaque pas au problème de fond : celui de la propriété. Elle a pour but une productivité accrue.

Elle ne se fera pas sans soulèvements populaires, et c'est, semble-t-il, son aspect positif : accélérer la politisation des masses. □

Les comptes de Pompidou et le budget des ouvriers

Michel Breton

Les premières paroles du nouveau président de la République et des membres de son gouvernement, les visites de M. Chaban-Delmas au Sénat ou au Conseil Economique, « la conversation loyale et tranquille » entre le Premier Ministre et la délégation de la C.G.T., semblent avoir créé dans l'opinion et en tout cas dans la presse un climat d'euphorie assez remarquable.

Et pourtant les problèmes restent brûlants :

Comment mettre fin à la hausse des prix et au déficit du commerce extérieur ? Va-t-on bloquer les prix ou les salaires ? Le franc doit-il être dévalué ? Sur quels mots d'ordre les travailleurs développeront-ils leur lutte à la rentrée ? etc.

Autant de questions qui nécessitent une analyse de la situation économique et une réflexion sur les actions et stratégies possibles du gouvernement et du patronat, d'une part, des travailleurs d'autre part.

Des tendances inflationnistes

L'économie française se trouve dans une situation d'activité très forte de l'industrie et dans un climat inflationniste, c'est-à-dire de hausse rapide des prix, à un rythme moyen de 6 à 7 % par an. Ces tendances inflationnistes sont en partie liées à l'évolution générale du capitalisme international marquée depuis un an et demi par une très grande expansion de la production, par une augmentation rapide des prix (mais, en général, moins forte qu'en France) et par le renchérissement généralisé des taux de l'intérêt, c'est-à-dire du prix du crédit. Ce climat favorise bien évidemment les opérations de spéculation et peut accroître la fragilité de monnaies comme le franc ou la livre.

Le ralentissement prévisible de l'expansion

La production industrielle est à un niveau très élevé depuis la fin de l'année 1968 mais sa croissance devrait se faire à un rythme de plus en plus lent jusqu'à la fin de l'année.

En effet le boom économique que la France a connu depuis l'automne 1968 s'est expliqué d'abord par le rattrapage des journées de grève puis par le développement très rapide de la consommation individuelle du fait de la hausse des revenus liée à Grenelle et des achats de sécurité faits par crainte de l'inflation et de la dévaluation. Or, les revenus réels des travailleurs n'ont pas augmenté et pour certains ont diminué depuis 1968, en raison de

Dévaluation ou non ?

Ces perspectives expliquent que le gouvernement ne parle pas de plan d'austérité, mais prenne des mesures partielles pour encourager la tendance naturelle et réduire progressivement les tendances inflationnistes au détriment de la croissance économique en 1970.

Tout ceci serait parfait pour le régime si deux problèmes ne restaient pas posés, celui de la fait-

attendre une révision générale de la valeur des monnaies ;

— la France dispose de réserves suffisantes pour attendre des circonstances favorables et elle peut compter, en cas de difficultés monétaires brutales, sur l'aide des autres pays capitalistes, en particulier des Etats-Unis et de l'Allemagne.

Le pouvoir d'achat des travailleurs depuis Grenelle

Autre difficulté pour le gouvernement : la « rentrée sociale ». Les organisations syndicales mettent d'abord en avant les problèmes du pouvoir d'achat.

A juste titre, car le pouvoir d'achat des travailleurs depuis Grenelle a stagné, voire baissé.

De mai 1968 à mai 1969, l'indice officiel des prix à la consommation a augmenté de 6,4 %, ce qui représente en fait une hausse réelle de l'ordre de 7 %, et l'on prévoit d'ici à la fin de l'année une hausse de 2,6 %.

Pendant cette période le salaire horaire moyen de l'industrie et du commerce a évolué de la façon suivante :

de juin 1968 à avril 1969 : + 5,1 %

de juin 1968 à juillet 1969 : + 7,8 % (prévision).

En moyenne il y a donc une certaine baisse du pouvoir d'achat depuis Grenelle et même si les travailleurs arrachent des avantages salariaux substantiels à la rentrée, leur revenu réel n'aura pas augmenté de beaucoup plus de 2 % en dix-huit mois.

Si l'on prend le cas de la Fonction Publique et du secteur nationalisé, la situation est encore plus scandaleuse puisque depuis juin 1968 les salaires ont évolué comme suit :

+ 3 % le 1^{er} octobre 1968 (acquis à Grenelle)

+ 2 % le 1^{er} avril 1969

+ 2 % le 1^{er} octobre 1969 (prévision).

Soit de juin 68 à mai 69 une perte de pouvoir d'achat de près de 2 % et si la hausse des salaires est maintenue en octobre à 2 % seulement, une perte de 2,6 % en dix-huit mois.



l'augmentation des prix. Les travailleurs ne peuvent plus augmenter leurs dépenses de consommation, bien au contraire.

La stagnation du pouvoir d'achat des travailleurs est un premier élément de freinage de l'expansion. Comme d'autres éléments jouent dans le même sens (limitation des dépenses publiques, restrictions du crédit, augmentation très forte de l'impôt sur le revenu à régler au deuxième trimestre 1969), il faut s'attendre à un ralentissement de l'expansion à la fin 1969 et en 1970.

blesse du franc, celui des revendications des travailleurs à la rentrée.

Tout d'abord, le gouvernement peut-il espérer rétablir la confiance des capitalistes français et étrangers dans la solidité du franc sans dévaluation ? Cela semble difficile mais il faut tenir compte de trois éléments :

— une dévaluation réalisée actuellement se placerait dans une mauvaise conjoncture (climat inflationniste) et risquerait donc d'être un coup d'épée dans l'eau ;
— le gouvernement a intérêt à

La répartition des revenus dans le système capitaliste

Il est donc normal que la défense du pouvoir d'achat soit, comme la réduction de la durée du travail, au premier plan des revendications des travailleurs. Mais il serait dangereux de limiter les luttes à cet objectif et de ne pas montrer les limites de revendications seulement quantitatives dans le cadre du système capitaliste.

Si l'on examine, en effet, l'évolution des différentes catégories de revenus de 1962 à 1967, en valeur réelle, c'est-à-dire déduction faite de la hausse des prix, on constate que le salaire moyen par tête s'est accru beaucoup moins vite que les revenus des commerçants et professions libérales (21 % contre 28 %) ou que les profits bruts des sociétés (40 %). Quant au S.M.I.G. il a augmenté dix fois moins que les profits ! Les accords de Grenelle ont donc seulement permis un rattrapage limité et temporaire.

Si l'on regarde ensuite les résultats de 1968 et 1969 et les prévisions pour 1970, on voit que Grenelle n'a pas modifié, sauf pour les Smigards, l'évolution relative des différentes catégories de revenus et que les profits des sociétés augmentent même leurs avantages sur les salariés (+ 28 % pour les profits contre + 13 % pour les salaires et + 33 % pour le S.M.I.G.).

Il apparaît ainsi clairement que les diverses catégories de la classe bourgeoise ont repris les avantages concédés à Grenelle, de façon à maintenir et même à accroître l'écart existant en avril 1968 entre le niveau de leurs revenus et de leurs profits par rapport aux salaires.

Comment cela s'est-il passé ?

— D'abord par la hausse des prix à laquelle ont participé les entreprises industrielles, les commerçants, les professions libérales.

— Ensuite par la redistribution aux salariés d'une faible partie des gains tirés des progrès de productivité.

— Enfin par l'importance des avantages fiscaux consentis par le gouvernement aux entreprises (déduction fiscale pour investissement, suppression de la taxe sur les salaires) ou aux commerçants (suppression de la taxe complémentaire, réforme de l'impôt sur le revenu).

La stratégie du néo-capitalisme

La hausse des salaires est donc assimilable par le capitalisme, qui peut en atténuer l'effet réel, tout en renforçant ses profits, par la hausse des prix. Mais ceci n'est

vrai que si la pression de la concurrence internationale n'empêche pas les entreprises d'augmenter leurs prix de vente. Est-ce que, en définitive, le contexte économique, ne va pas, à la rentrée, obliger le gouvernement et le patronat à s'opposer à toute hausse des salaires ?

Certes, ils s'opposent à toute hausse importante des salaires, susceptible de remettre en cause l'équilibre économique fondé sur l'actuelle répartition des revenus, mais ils peuvent cependant faire preuve d'une certaine souplesse, en fonction du rapport des forces.

— Sur le plan monétaire, le gouvernement va chercher une solution internationale aux difficultés du franc, soit une réévaluation du mark, soit des crédits internationaux.

— Ceci laissera une certaine liberté de manœuvre au capitalisme français et permettra au gouvernement de faire quelques concessions aux syndicats (réforme de l'indexation du S.M.I.G.), de pousser le patronat à en faire autant (mensualisation, augmentation modérée des salaires).

— Comme, par ailleurs, le gouvernement demandera au patronat de limiter les hausses de prix, il sera amené à lui faire aussi certaines concessions.

Il semble bien que Pompidou et Giscard vont proposer au patronat une modification progressive des rapports entre l'Etat et le capitalisme privé :

— transformation définitive de la planification en concertation directe Etat-patronat ;

— transfert au secteur privé des domaines pris en charge par l'Etat qui peuvent permettre de réaliser des profits confortables : énergie atomique, téléphone, urbanisme et construction, autoroutes, hospitalisation, etc.

— L'aspect le plus spectaculaire des mesures de redressement financier portera donc sur le budget de l'Etat : réduction des équipements collectifs, coupes sombres dans les dépenses de recherche, freinage de l'Education Nationale, réduction des subventions aux entreprises publiques, etc.

C'est pourquoi l'affrontement sur les salaires risque d'être plus dur dans le secteur public que dans le secteur privé.

C'est pourquoi, aussi, le courant socialiste doit soutenir les mots d'ordre de défense du pouvoir d'achat des travailleurs et notamment des plus défavorisés (smigards, retraités) mais aussi lancer des campagnes mettant en lumière les mécanismes par lesquels le capitalisme développe l'exploitation des travailleurs, et proposant des instruments de lutte adaptés à cette stratégie du néo-capitalisme : le contrôle ouvrier. □

Pour la reconnaissance du G.R.P. du Vietnam du Sud

L'agression américaine contre le peuple vietnamien continue. Malgré tous les bruits savamment entretenus sur une paix prochaine, les opérations de guerre se poursuivent, la clique de Thieu-Ky s'accroche à son pouvoir branlant, Nixon ne se décide pas à faire les gestes décisifs et ménage ses militaires. Les effectifs américains, plus de 500.000, sont aujourd'hui plus élevés que lors des derniers mois de l'administration Johnson.

Il faut en finir avec toute indulgence pour ces agresseurs qui s'assoient à la table de négociation, mais en même temps cherchent surtout à conserver leur empire dans le Sud-Est asiatique. Notre solidarité avec le peuple vietnamien, à l'approche du quinzième anniversaire des accords de Genève, doit devenir active. Il nous faut exiger en particulier la reconnaissance immédiate du G.R.P. par la France et populariser son programme en dix points.

Stages de formation de Paris

La Fédération de Paris organise trois stages d'accueil et de connaissance du P.S.U. et de ses positions, cet été, au mois d'août. Ils concernent aussi bien les camarades qui ont adhéré au P.S.U. depuis le début de l'année 1969, que tous ceux qui, bien qu'ayant travaillé à nos côtés, ne sont pas encore membres de notre Parti.

Ils se tiendront les :

Vendredi 1 ^{er} août	} 1 ^{er} stage	Vendredi 15 août	} 2 ^e stage
Samedi 2 août		Samedi 16 août	
Dimanche 3 août		Dimanche 17 août	
		Vendredi 29 août	} 3 ^e stage
		Samedi 30 août	
		Dimanche 31 août	

Lieu : Ils se dérouleront à la Roche-Dieu, 26, route de Vauboyen, 91-BIEVRES.

Logement et nourriture : Assurés sur place.

Coût : 22 francs par jour.

Moyens de transport utilisables : Seront précisés ultérieurement aux participants.

PROGRAMME : Il est centré sur la connaissance du Parti et l'étude et la discussion des thèses de Dijon. Le déroulement sera le suivant :

Vendredi : Le P.S.U. au sein du mouvement ouvrier ;

Historique du Parti ;

Evolution des courants traditionnels : Social-démocratie, P.C.

Samedi : Etude et discussion des thèses :

1) La crise du capitalisme à l'échelle nationale et internationale ;

2) Le type de société socialiste à construire. Crise du socialisme bureaucratique.

Dimanche : Etude et discussion des thèses :

1) Stratégie et alliances ;

2) Les axes de lutte.

Inscription à la Fédération de Paris, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e. Joindre un chèque ou mandat de 30 francs, à l'ordre de Georges VIANES, C.C.P. : 18 979 86 Paris, en précisant la date choisie.

Petites annonces

Famille enseignants prendrait enfants six à douze ans, pension août-montagne 1.000 m. Ecrire à Mme Goulet de Ruy, BORNE - 26-Châtillon-en-Diois.

ORGANISME DE LOISIRS cherche comptable expérimenté(e). Adresser C.V. à « Tribune Socialiste », 54, boulevard Garibaldi - Paris-15^e, qui transmettra.

Sur quelques aspects du réformisme

Jean Liévin (Lutte Ouvrière)

Le P.C.F. demeure le principal obstacle à toute mobilisation révolutionnaire mais, il n'est néanmoins pas le seul. On ne peut ignorer les courants réformistes autres que le stalinisme, celui-ci étant un courant réformiste de type particulier.

Ces autres courants sont essentiellement représentés, au sein des entreprises par les syndicats de Force Ouvrière et de la C.F.D.T.

Force Ouvrière a été pendant longtemps l'expression syndicale du courant social-démocrate. Mais, depuis 20 ans, le Parti Socialiste a pratiquement disparu des entreprises et les rares adhérents du P.S. se retrouvent au sein de cette confédération dont l'affaiblissement est continu.

L'anticommunisme forcené de Force Ouvrière, malgré la présence d'une aile gauche formée d'anarcho-syndicalistes et de trotskystes, son intégration poussée à l'appareil d'Etat expliquent amplement le peu de confiance dont elle jouit au sein de la classe ouvrière, surtout du prolétariat industriel. De plus l'extrême faiblesse de son appareil, son manque de militants en font souvent une force négligeable dans les entreprises.

Le second courant, représenté par la C.F.D.T., s'est développé principalement aux dépens de F.O. mais parfois aussi de la C.G.T. Ce courant développe les mêmes thèmes réformistes que F.O. (et sur le plan de l'idéologie va même parfois bien plus loin que cette dernière centrale dans la voie de l'intégration à l'Etat), mais a su, grâce à son dynamisme et à une phraséologie « gauchiste » gagner une influence non négligeable, principalement en milieu technicien.

Si, pour les révolutionnaires, la lutte contre le stalinisme, c'est-à-dire contre l'appareil stalinien de la C.G.T., n'est aucunement comparable à la lutte contre ceux de la C.F.D.T. et de F.O. (hétérogène ou squelettique) il n'en demeure pas moins qu'au-delà des combats d'appareils, les militants doivent entreprendre un combat sur un autre plan ; celui des idées et des pratiques réformistes qui se retrouvent chez les militants syndicaux de la C.F.D.T., de F.O. et de la C.G.T.

Ces idées réformistes sont véhiculées par nombre de militants honnêtes au nom du « réalisme ». Pour eux il s'agit de ne pas faire preuve de l'« utopisme » des révolutionnaires mais de « coller » à la réalité quotidienne, de ne jamais lâcher la proie pour l'ombre.

Le fait le plus marquant de cette attitude, mais non le seul, est l'activité « gestionnaire » qui est celle de nombreuses sections syndicales d'entreprises.

Un peu partout la participation aux travaux du Comité d'Etablis-

sement est devenu le « nec plus ultra » de l'activité syndicale. Il ne s'agit pas pour nous de rejeter toute participation aux C.E... Au niveau des forces qui sont celles des révolutionnaires cette décision aurait peu d'effets. Mais la participation au C.E. ne peut se concevoir sans une dénonciation systématique de tout ce qui passe au sein de cet organisme de collaboration de classes l'information des travailleurs est souvent incomplète du fait que les militants acceptent de se lier au patron par le « secret commercial »).

Ces tâches d'information et de dénonciations sont souvent considérées comme « secondaires » par les syndicats.

Les militants engagés dans l'activité du C.E. en viennent alors à prendre en charge la gestion des œuvres sociales pour prouver qu'ils sont capables d'organiser une meilleure gestion que celle du patron.

Les militants qui agissent ainsi ne se rendent souvent pas compte qu'ils deviennent prisonniers du système et qu'ils sont sans défense face à ses contradictions.

Que la vie augmente, on décidera alors d'augmenter la cantine en provoquant ainsi un vif mécontentement des travailleurs contre le syndicat.

On retrouve la même attitude dans nombre de revendications particulièrement équivoques qui sont parfois considérées par certains militants comme des pas en avant vers le « contrôle ouvrier », alors qu'il s'agit seulement du contrôle de l'appareil syndical, contrôle dont la grande masse des travailleurs est exclue de fait, sinon de droit, et qui se ramène alors purement et simplement à la gestion... capitaliste « humanisée ».

Par exemple, de la revendication du « contrôle sur les licenciements » : en cas de réduction de la production que peut signifier cette revendication, sinon que les militants syndicaux décideront qui sera ou pas licencié d'après des critères plus « justes » que ceux des patrons ? En fait cela revient à endosser la responsabilité des licenciements à la place du patron et n'a rien à voir avec les tâches des syndicalistes, qui est de faire participer de façon directe, donc parfois « injuste » (du point de vue patronal) l'ensemble des travailleurs à ce contrôle... donc à cette lutte.

Attitude identique chez les délégués du personnel qui refusent souvent de prendre fait et cause pour un ouvrier licencié parce qu'ils jugent son cas « indéfendable ». Pour les révolutionnaires aucun licenciement n'est « indéfendable » ou « justifié ».

C'est d'ailleurs le même comportement qui conduit à défendre la hiérarchie ou à revendiquer des primes (risque, insalubrité, etc.), au lieu d'augmentations du salaire de base parce qu'elles aussi seraient plus justifiées.

Sur un plan plus général l'attitude soi-disant « réaliste » des militants réformistes, les a conduits dans maintes usines à signer des accords d'entreprises parce qu'ils présentaient certains avantages en remisant alors dans les tiroirs la conscience de l'ensemble des travailleurs afin qu'ils se sentent une force.

Les révolutionnaires ne nient pas l'importance du combat revendicatif et ne désertent pas l'activité qui consiste à améliorer les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. Mais, pour eux, cette activité a pour but non seulement de limiter l'exploitation capitaliste, mais aussi d'élever la conscience de l'ensemble des travailleurs afin qu'ils se sentent une force.

C'est pourquoi, sur le plan syndical et revendicatif, nous refusons de nous laisser enfermer par la logique du système.

Il s'agit, dans chaque lutte, d'avoir clairement conscience de ce qui sert la classe ouvrière et de ce qui la dessert. Il s'agit de refuser les conciliabules des C.E. qui se font derrière le dos des ouvriers, de mettre en avant des revendications qui les unissent et non qui les divisent (augmentations en pourcentage), mais surtout d'être prêts à chaque instant à se soumettre au jugement des travailleurs.

Le divorce qui existe aujourd'hui entre les appareils syndicaux et la classe ouvrière a favorisé, chez les militants syndicaux honnêtes, toutes les déviations réformistes qui consistent à discuter au nom des travailleurs mais non sous leur contrôle, et lorsque les travailleurs n'ont pas une conscience suffisamment élevée pour exercer ce contrôle, soit même qu'ils n'en aient pas envie, ce n'est pas une justification suffisante pour que les militants syndicaux ne fassent pas tout pour que ce contrôle s'exerce, pour en donner les moyens aux travailleurs du rang, même inorganisés.

Notre seule force c'est la classe ouvrière. Et la lutte pour le contrôle ouvrier sur la production ne peut que commencer par l'exercice et l'habitude de la démocratie, c'est-à-dire par la lutte pour le contrôle ouvrier sur les moyens de contrôle... c'est-à-dire l'appareil syndical et les militants syndicaux eux-mêmes.

Enfin disons que la lutte contre le réformisme consiste aussi à se préoccuper des intérêts moraux et matériels des travailleurs étrangers qui représentent à l'heure actuelle près de 20 % du prolétariat industriel, et de ne pas attacher trop d'importance et de place aux préoccupations des techniciens de toute espèce qui ne semblent apparaître sur le terrain de la lutte de classes (et en réalité du réformisme) que parce que les couches inférieures du prolétariat n'ont pas les moyens d'y accéder. □

Lisez le P.S.U. et l'avenir socialiste de la France

par

Michel Rocard

Secrétaire national du P.S.U.

Aux Editions du Seuil, collection "Politique"

Commandes à "Tribune Socialiste"

54, boulevard Garibaldi - Paris-15^e

C.C. P. 58 26 65 - Paris

Prix 4 F. le volume (au lieu de 4,50) pour toute commande supérieure à dix volumes

Afrique

Vers un sursaut des bourgeoisies nationales

Michel Lange

Coopération, aide, deux mots qui ne veulent plus dire grand-chose. Un dernier exemple : le renouvellement de la Convention de Yaoundé qui unit dix-huit pays africains à l'Europe des Six n'a été acquis la semaine dernière qu'après grincements, concessions, et laborieuses négociations. Au détriment des pays africains qui, demandeurs et obéissants, ne peuvent qu'accepter les maigres « cadeaux » des Six.

En Afrique, cette année, l'amertume a succédé à la déception. Car depuis 1966 déjà, les Africains se sont aperçus que la « coopération exemplaire » avec Bruxelles, se réduisait à l'exploitation sans véritable contrepartie de leurs richesses minières. L'aide a diminué sans arrêt. Le cours de leurs produits agricoles n'a cessé de baisser. Les prix des produits industriels continuent à monter. Fin 1968, dressant un premier bilan, le président du Niger, M. Hamani Diori était atterré : « Avec cent kilos de coton, le paysan centrafricain achetait en 1958, quatre couvertures et huit mètres de tissu. En 1967, il peut s'acheter une couverture et trois mètres de tissu. » Depuis 1965, tous les cours ont baissé d'au moins 25 %.

L'écho de l'impérialisme américain

Il y a plus grave. En arrivant à Bruxelles, le mois dernier, pour négocier le renouvellement, les ministres africains durent constater que les Six entendaient réduire encore leur aide. Cela à l'instigation des Pays-Bas. Pays essentiellement commerçant, les Pays-Bas refusent d'accorder des privilèges tarifaires, aux pays africains. Ils craignent que de telles préférences ne nuisent à leur commerce avec l'Amérique latine. Craintes sans fondements, répliquent vertement les Africains : en quatre ans, la Communauté a augmenté ses achats dans le tiers monde de 17% et de 13% seulement dans les Etats associés. Mais surtout, ce n'est pas la première fois, les Pays-Bas se font au sein de la Communauté l'écho de la politique de Washington qu'ils ont toujours soutenue. Or, Washington observe avec une méfiance mitigée d'envie le bloc des dix-huit pays africains qui échappe encore en partie, pour l'instant, à son influence politique et à son impérialisme économique.

Faire plier sans rompre

La négociation pour le renouvellement s'est donc jouée entre les Six. La France gaulliste favorable à une aide minimum demandait

l'augmentation des crédits alloués aux dix-huit dans le cadre du Fonds européen de Développement, 800 millions de dollars de 1964 à 1969. Plus du milliard pour les cinq ans à venir. Les Allemands ne l'entendaient pas de cette oreille. « Nous avons des difficultés financières » s'écriait leur représentant, M. Gunther Harkort, allumant des rires noirs parmi les délégués. Pour les tarifs préférentiels, affrontement semblable. La peur du scandale emporta les affrontements, car, soudain, dans les couloirs du Palais des Congrès de Bruxelles, certains délégués africains parlaient haut de rompre.

Or, si l'on chicane parmi les Six, on ne veut pas briser. Les Allemands expulsés d'Afrique en 1918 commencent à la redécouvrir et s'aperçoivent qu'elle s'intéresse à leurs produits. Les Italiens de même. Il n'y a plus de voitures ou de camions anglais ou américains sur les routes des dix-huit. Et leurs importations en provenance des Six augmentent continuellement. De 1963 à 1967, elles ont crû de moitié, atteignant 6 milliards de francs.

Le tiers monde révolutionnaire s'est tellement affaibli, l'esprit de Bandung est si parfaitement oublié que les pays développés jouent sur du velours. Sans briser, ils peuvent faire plier. Et les dix-huit ont presque tout accepté. Ils ont accepté la réduction des droits de douane des produits des pays tiers. Sur le café en faveur des Brésiliens, sur le cacao en faveur du Ghana, sur l'huile de palme en faveur de l'Indonésie. Ils acceptent que les dotations du Fonds européen de Développement ne soient guère augmentées (de 800 millions de dollars à près d'un milliard).

Car le néo-colonialisme est maintenant bien installé. Pendant la période de décolonisation, les pays riches ont fait assaut de bonnes manières, d'aide, de dons. A l'époque, la guerre froide jetait ses dernières flammes. Elle incendiait le Congo, par Congolais interposés. Mais, aujourd'hui, la rivalité avec l'U.R.S.S n'est plus vraiment politique. Qu'ils collaborent avec tel ou tel pays n'impose plus la rupture. On appelle cela la coexistence pacifique. Pour l'avenir des pays pauvres, c'est l'enlèvement dans le sous-développement et l'exploitation.

Il faudrait une dizaine de révolutions

A leur faiblesse, une explication : ils opposent à l'impérialisme un front désuni. Souvent installés au pouvoir par la décolonisation, les chefs d'Etat des dix-huit gardent un

souvenir ému du colonisateur. Ses troupes, dans le cas de la France, consolident leur pouvoir. Pour l'intérieur déjà, ils ont donc besoin de l'amitié de Paris. Mais, même s'ils la reniaient, le colonisateur a alors les moyens de les mettre à genoux. La France essaye depuis dix ans de le faire en Guinée, elle a presque réussi. Le socialisme guinéen isolé n'a pu lancer une industrie et amorcer le développement. Les pays développés peuvent aussi opposer les pays pauvres les uns aux autres. Ils disposent pour cela de la possibilité d'orienter leurs investissements.

Pour qu'un équilibre plus juste puisse s'établir, il faudrait qu'une bonne dizaine de révolutions et de changements de régimes ralentissent le « pillage ». Ainsi pour l'instant, les pays africains laissent-ils la porte ouverte aux transferts de capitaux. En Côte-d'Ivoire, ils représentent l'équivalent des devises procurées par la vente du cacao. Ces sorties grèvent l'avenir. Ainsi, le libéralisme économique n'a amené qu'une petite industrie de montage, forme moderne du commerce de traite. Et, pour quelques miettes, l'Europe et les U.S.A. exploitent les immenses richesses minières africaines. Entre la production des pays associés, 0,03 % de la production mondiale, et le potentiel minier de l'Afrique, déjà près de 20 % de la production mondiale, l'écart est révélateur. Autres chiffres, en dix ans, les Six ont doublé leurs importations de minerais africains. C'est le seul poste d'importations qui ait franchement augmenté.

Une alliance africaine pour le progrès

De plus en plus, l'évolution des pays africains ressemble à celle de l'Amérique latine. Bourgeoisie « compradore » qui n'« en peut mais » face au néo-colonialisme. Villes scintillantes, brousse stagnante. Bidonvilles champignons. Exploitation des richesses minières, gros transferts de capitaux vers les pays développés. Cadres étrangers, contrôle extérieur des gros investissements.

Bientôt aussi, la Convention de Yaoundé risque de ressembler à quelque vague alliance pour le progrès. Avec moins de moyens. Ses aspects positifs, coopération technique franche, aide désintéressée sont en plein déclin. Alors, s'il n'y a pas de révolution, peut-être un sursaut des bourgeoisies nationales se produira-t-il au moins. A l'exemple des militaires du Pérou, elles s'empareront des moyens de production. Ce sera le premier pas vers l'indépendance économique.

La libération du prolétariat portugais sera l'œuvre du prolétariat

Un groupe de camarades portugais, étudiants et travailleurs, nous a fait parvenir le texte suivant, qui présente une analyse des luttes en cours dans leur pays.

Au moment actuel des luttes ouvrières et étudiantes dans les pays où règne le mode de production capitaliste et même dans ceux où ces rapports de production se maintiennent sous une couverture bureaucratique soi-disant socialiste, il est rare, sinon inexistant, toute référence à la situation de la lutte de classes au Portugal. A part quelques petits communiqués de la part d'organisations fantômes se réclamant d'un antifascisme obtus, ou l'existence de quelques publications en langue française, telles que « Portugal Libre », dernier produit de la pathologie politique, les luttes de la classe ouvrière portugaise et des couches les plus avancées des étudiants, sont inconnues de la presse révolutionnaire française. C'est pour cela qu'un groupe de militants portugais de Paris, étudiants-travailleurs, s'est proposé, dans les limites de quelques lignes, de donner aux militants français une idée générale de la phase actuelle de ces luttes.

Un capitalisme en crise

Pour comprendre les formes que revêtent ces luttes, et surtout l'accroissement de leur impact dans la réalité sociale portugaise, il faut voir rapidement quel est l'état actuel de l'économie capitaliste portugaise.

Une tendance s'accroît depuis quelques années : le développement des forces productives, le renforcement du mode de production capitaliste se manifestent par une industrialisation accélérée. Ce développement a lieu dans un contexte d'économie de guerre, renforcé par le tourisme, les devises envoyées par les travailleurs en émigration, et l'afflux de capitaux étrangers attirés par les bas salaires et les faibles taux d'impôts, et n'a pas manqué d'aboutir à un processus inflationniste de plus en plus visible. Le capitalisme portugais est ainsi entré dans une crise de croissance et de reconversion. Des industries de base s'implantent dans les régions Lisbonne-Setubal, Porto-Braga et Aveiro-Coimbra : automobiles, métallurgie, chantiers navals, chimie, pâte et papier, électronique, etc. Dans une période relativement courte, la classe ouvrière, avec un âge moyen de 30 ans, est devenue un tiers de la population active. Comment se place ce prolétariat indus-

triel et sa lutte dans la situation politique portugaise, voilà la question.

Cette crise du capitalisme portugais a impliqué une crise dans les structures politiques, dont la mort (politique) de Salazar n'a fait que rendre explicite. Aux prises avec une guerre coloniale, la classe dirigeante, où les technocrates « libéraux » sont, en raison même du développement des forces productives et de la redéfinition du politique, de plus en plus nombreux et influents, se trouve devant une classe ouvrière, jeune et combative, sans qu'entre les deux se placent ces « interlocuteurs valables », dont tout « bon » patronat a besoin pour résoudre les problèmes de la planification capitaliste et les « conflits » de travail.

La combativité de la jeune classe ouvrière

Un des aspects les plus importants du moment actuel de la lutte de classes au Portugal est donc l'inexistence d'organes intermédiaires d'intégration tels que les syndicats. Les classes possédantes se trouvent ici devant un handicap provoqué par les structures politiques laissées par la période qui va de 1926 aux années 50, lorsque la faiblesse d'une bourgeoisie peu développée a obligé celle-ci à recourir aux institutions corporatistes, dont Salazar a été le constructeur. C'est pour cette raison qu'il est faux de prétendre aujourd'hui se référer à la réalité sociale portugaise en termes de « fascisme », concept opaque, car immobile, dont l'utilisation ne rend pas compte des contradictions réelles, donc du changement, du capitalisme lui-même. C'est aussi pour cela que les « analyses » du P.C. portugais, en caractérisant le moment politique actuel comme un « Salazarisme sans Salazar » sont des formules vides de sens qui cachent mal une stratégie de collaboration de classes qui aboutirait à la « démocratie avancée » !

En fait, sur un point, le P.C. et le secteur « libéral » du capitalisme portugais sont d'accord : il faut créer, le plus vite possible, des syndicats dans lesquels les ouvriers portugais puissent faire entendre la voix de ses « représentants », faute de quoi des explosions gauchistes (selon le P.C.), anarchisantes (selon le gouvernement) se prolongeront. Que se passe-t-il donc ? Depuis juin 1968 des explosions de ce genre se vérifient dans les centres industriels. Dans une courte période, des dizaines de mouvements de grèves se sont déclenchés dans

de grandes et moyennes entreprises ainsi que dans les services. En juillet 1968, les employés des transports urbains de Lisbonne se mettent en grève pour une augmentation de salaires. Devant la répression policière, qui oblige les grévistes à évacuer un dépôt occupé, ils trouvent de nouvelles formes d'action : pendant quelques jours ils se refusent à faire payer les usagers. La population prend rapidement connaissance du mouvement ; le gouvernement, devant la menace de son élargissement (au métro) cède ! Depuis, ce sont les Postes et les cheminots ; ceux-ci exigent de fortes augmentations de salaires et parmi d'autres revendications demandent « que tous les textes officiels les concernant (décrets, lois, circulaires, etc.) soient écrits dans un langage qu'ils puissent comprendre. »

En février 1969, le mouvement passe à la métallurgie, et à l'automobile. La Ford et la General Motors sont en grève avec des tentatives d'occupation ; ensuite, ce sont les chantiers navals du trust C.U.F., les usines de vitres et de constructions métalliques, celles-ci avec de forts capitaux français. Le patronat cède, la répression n'est pas brutale. Le gouvernement conseille même aux patrons de résoudre « amicalement » les conflits. Drôle d'Etat fasciste qui parle déjà (par le ministre des corporations, c'est-à-dire, du travail) de grèves légales et illégales...

Cependant, le plus important à retenir c'est l'extraordinaire combativité de cette jeune classe ouvrière. Dans la grande majorité de ces cas, les ouvriers s'auto-organisent, créant dans la lutte et pour la lutte, les organes dont ils ont besoin. Ce serait prématuré de parler d'une classe auto-organisée. Dans sa majorité, la classe ouvrière portugaise reste à s'organiser. Les luttes actuelles, si d'une part elles sont une école pour la masse des ouvriers, elles vont aussi, d'autre part, provoquer un renforcement des organisations réformistes (P.C. et autres sociaux-démocrates), ainsi que la naissance d'un tas « d'avant-gardes du prolétariat » prêtes à libérer les masses, chacune à sa façon ! Ce qui est certain, c'est que le système va rencontrer des difficultés à encadrer ces masses dans un syndicalisme institutionnalisé qu'on s'apprête à créer. L'existence de militants radicalisés par l'action, la critique faite aux formations réformistes par des militants forts d'autres expériences (mai 68), vont rendre cette opération assez difficile. Là-bas aussi, la libération du prolétariat sera l'œuvre du prolétariat lui-même, ou ne sera pas !



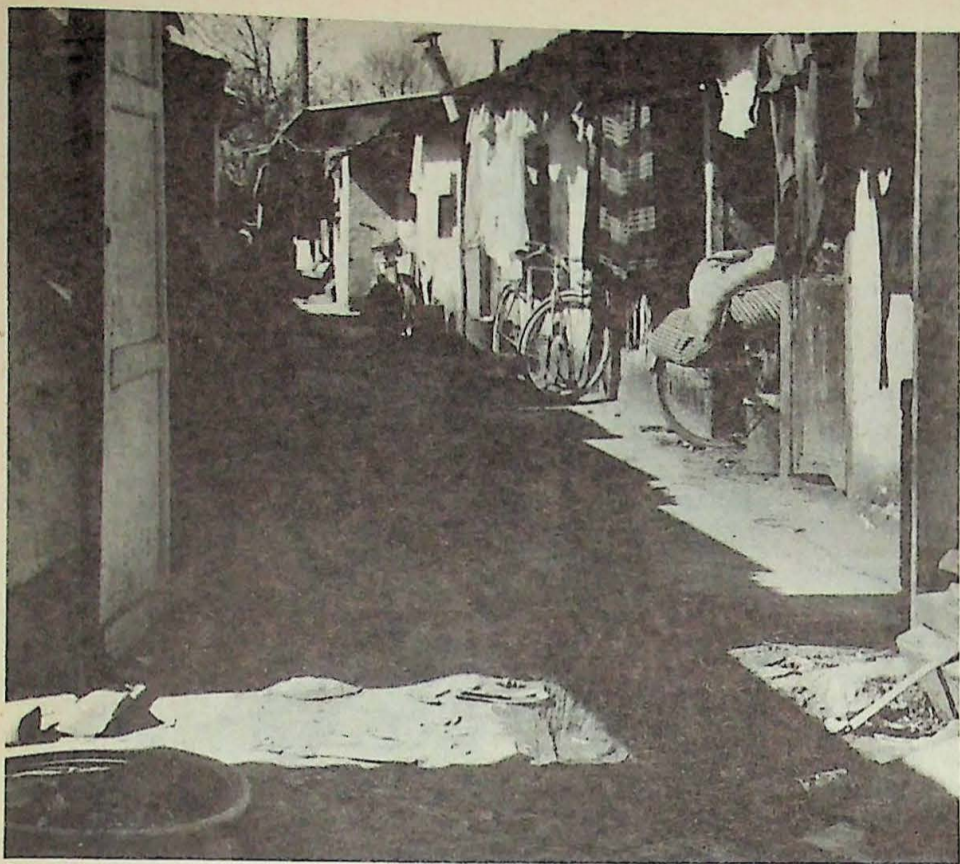
A.F.P.

Le combat continue

Il est important de parler ici de l'influence que le mouvement de Mai a eue parmi la jeunesse étudiante portugaise. Ce mouvement étudiant, encore plus marqué par son origine de classe qu'en France, est dans une phase de croissance. Après quelques forts mouvements d'essence corporatiste, jusqu'au mois de novembre 68, le mouvement perd cet aspect pour commencer à se radicaliser. De petits groupes, encore sans liaison organique, se créent par-ci, par-là, posant le problème de l'action politique et commençant même à agir : manifestations contre la guerre coloniale, à Lisbonne, Porto. Les journaux et les livres sur Mai circulent, on lit beaucoup, on diffuse tout ce qui arrive de Paris, la bourgeoisie portugaise parle « d'imitation de l'étranger », de « snobisme », le gouvernement de « propagande anarchiste ». Au contraire de l'Espagne, où de nombreuses œuvres d'auteurs marxistes ont été traduites, au Portugal, ce qui existe vient de France, de Belgique ou d'ailleurs, dans le fond de la valise d'un étudiant en vacances en Europe.

Actuellement, la lutte de la classe ouvrière continue. Des grèves récentes ont eu lieu chez Fiat et Volkswagen. A Coimbra, l'université est fermée par la police, suite à des manifestations de rue qui ont fait cinq blessés dont un très grave, la presse bourgeoise n'en parle pas. La classe dirigeante essaie par tous les moyens de rendre au peuple confiance dans le système, les élections sont à révaloriser. Dans un pays où pendant quarante ans, les élections (même bourgeoises) ont été inexistantes, ce sont maintenant « l'opposition » et le gouvernement qui, ensemble, veulent y faire croire. Le P.C. réclame « élections honnêtes », le gouvernement se prépare à donner aux « socialistes » quelques sièges dans l'Assemblée.

Mais le système est noyé dans une multitude de problèmes : comment demander aux gens qu'ils aient confiance dans un système incapable de résoudre la plus grave question de la société portugaise actuelle : la guerre coloniale ? C'est ici qu'il faut faire éclater les contradictions de la classe dirigeante, c'est sur cette base que la lutte des étudiants doit rencontrer la lutte de la classe ouvrière.



Collombert

Actuelles

Le tiers-monde parmi nous

A Ivry-sur-Seine, 45, rue Gabriel-Péri, derrière un mur noir, s'ouvre une cour d'usine, une usine à la Zola, où des Africains sont assis et discutent, où chauffent les poubelles entourées d'une nuée de mouches. C'est là que vivent 600 travailleurs africains, en majorité maliens, dans cette chocolaterie désaffectée, dans des conditions défiant la plus élémentaire dignité humaine, n'ayant rien à envier aux prolétaires du XIX^e siècle, qui venaient grossir l'armée de réserve de l'industrie capitaliste naissante. Ce foyer-taudis a été installé, il y a 4 ans, les Pouvoirs publics fermant hypocritement les yeux et l'ambassade du Mali s'en désintéressant. Les travailleurs africains sont logés dans les trois étages de l'usine, dans 11 pièces, dont certaines sans fenêtre, jusqu'à 100 personnes par pièce. Lits superposés et paillasses s'alignent, serrés les uns contre les autres. Une machine à coudre, quelques Africains mangeant sur leur lit. Les locaux ne sont jamais nettoyés, le nettoyage des draps à charge du propriétaire est fait plus qu'irrégulièrement, celui des couvertures n'a jamais été fait depuis 4 ans. 2 robinets d'eau potable, 5 W.C., aucun sanitaire. Pour payer un lit, les travailleurs doivent verser une caution de 150 F et un loyer de 40 F que le logeur-négrier, Malien qui gère 3 « foyers » semblables et tire ainsi un revenu mensuel de 24.000 F, a décidé d'augmenter brusquement de 20 F.

Grève des loyers et solidarité

C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Depuis 4 mois, les travailleurs refusent de payer leur loyer, et ont décidé d'attaquer le patron en justice. Ils demandent un nouveau foyer, avec des conditions de vie décentes, et géré par eux-mêmes.

Cette ferme attitude d'hommes humbles qui se révoltent a entraîné la solidarité active des travailleurs français et des travailleurs immigrés. Le

scandale a été dénoncé devant la population et l'opinion publique, par des étudiants en linguistique s'occupant d'alphabétiser les travailleurs étrangers, qui ont formé un comité d'action.

L'U.L. C.G.T. a appelé les travailleurs des entreprises où travaillent des Africains à manifester leur solidarité agissante et s'adresse aux Pouvoirs publics pour que des mesures immédiates soient prises et un nouveau foyer construit aux frais de l'Etat et du patronat. La municipalité et les élus communistes ont saisi les Pouvoirs publics, et une solution est en passe d'être trouvée avec l'administration. On peut cependant juger regrettable la dénonciation faite à cette occasion par le P.C. des « groupuscules et des initiatives individuelles », sans lesquels il ne se serait vraisemblablement rien passé, et la lutte des travailleurs africains serait restée isolée et ignorée.

Un cas parmi d'autres...

Le cas d'Ivry est un exemple significatif de la situation scandaleuse dont est victime la main-d'œuvre étrangère en France, sous-prolétariat minoritaire et opprimé. Plus de 3 millions d'immigrés travaillent en France, accroissant à la fois la plus-value capitaliste et le potentiel productif national (construction, voirie, équipements collectifs). 80 % des entrées se font clandestinement, plus ou moins favorisées par le patronat, sans aucune garantie d'emploi, de salaire, de logement, de formation professionnelle. Masse de main-d'œuvre à bon marché, remplissant les travaux les plus durs et les plus dangereux, ces travailleurs du tiers monde sont le plus souvent parqués dans les bidonvilles et ces sinistres « foyers ». La presse bourgeoise cherche d'autre part à diviser les travailleurs français de nos camarades étrangers (Noirs, Portugais, Algériens) par des campagnes racistes et xéno-

phobes. Le mouvement ouvrier doit briser le silence des ghettos et lutter solidairement avec les travailleurs immigrés pour obtenir l'égalité effective des droits, et informer la population en

dénonçant l'exploitation renforcée que leur fait subir le système capitaliste, qui se vante pourtant de créer une société d'« abondance ».

De bonnes méthodes

Premier fait

Le 20 juin, des organisations progressistes de Sarcelles (dont le P.S.U.) invitent le public à une réunion d'information sur la lutte du peuple palestinien. La soirée n'est pas commencée qu'un commando sioniste (venu de Paris) intervient en force, bouscule les panneaux, renverse le stand de diffusion, brise le matériel et tente d'arracher les drapeaux palestiniens, le tout, au chant de la **Marseillaise**.

Dans le brouhaha général, un responsable de la soirée parvient à se faire entendre. Il rappelle que la salle (appartenant à une organisation confessionnelle) avait déjà été prêtée naguère à diverses personnalités telles que Mendès France, Guy Mollet, et... Tixier-Vignancourt (qui y tint un meeting le 6 juin 1967...). Une ovation générale et une rafale d'applaudissements saluent cette énumération. L'atmosphère s'échauffe encore. Des sionistes libéraux tentent de s'interposer, ce qui déclenche des heurts entre eux et les hommes du commando, tandis que des camarades anti-impérialistes prennent à nouveau la parole et essaient d'expliquer pourquoi l'emploi de telles méthodes ne peut que renforcer l'antisémitisme. Mais allez donc faire comprendre cela à des paranoïaques.

Les camarades tentent alors de parler du peuple palestinien : le déchainement atteint son comble à cette seule évocation. Tandis qu'est entonné l'hymne israélien, tandis que fusent les cris « El Fath assassin », des camarades anti-sionistes d'origine juive (ils sont relativement nombreux dans le Comité d'Action et dans le Comité Palestine, de Sarcelles) sont pris à parti, frappés, injuriés : « Où est ton étoile juive, sale traître, on va te cogner, etc. » (« Sale traître »... Les Français qui soutenaient jadis le FLN algérien ne manqueraient pas de se rappeler les injures que leur prodiguaient ceux-là mêmes qui, aujourd'hui, soutiennent Israël avec le plus de résolution !)

En fin de compte, le comportement de ces sionistes matraqueurs aura été l'occasion d'un commencement de désintoxication de la population locale : une campagne d'affiches, de tracts, de discussions dans la rue est actuellement entreprise à Sarcelles, bastion sioniste reconnu.

Deuxième fait. Le 9 juin à Francfort, l'ambassadeur d'Israël à Bonn M. Ben Nathan, tient une conférence sur « l'évidence du sionisme et de l'Etat d'Israël ». Des étudiants socialistes allemands de la ville, ainsi que les étudiants arabes interviennent pour exiger qu'un représentant de l'organisation socialiste israélienne « Matzpen » puisse

apporter la contradiction. Leurs interpellations sont qualifiées d'« actes de terreur fasciste ». (Ceci devient une habitude : il y a quelques mois, le gouverneur ultrar réactionnaire et raciste de Californie, R. Reagan traitait de « fascistes rouges » les étudiants progressistes de Berkeley.) En d'autres termes, ils ne peuvent s'exprimer. Ils décident alors de tenir une réunion publique deux jours plus tard, pour permettre à Eli Lobel, représentant du Matzpen (1), de faire entendre sa voix. Entre temps, une campagne d'intoxication d'une rare intensité est lancée par la presse, avec la participation du parti social-démocrate S.P.D. (l'équivalent allemand du MAPAM) du bourgmestre Brundert, du ministre de la Recherche scientifique Stoltenberg et de l'ambassadeur lui-même. Le 11 juin, la « Frankfurter Allgemeine Zeitung » écrit que « la violence exige qu'on réponde par la violence »...

Le résultat de ces appels incendiaires ne se fait pas attendre : des commandos interviennent dans le débat et se ruent sur la tribune, armés de bâtons et de couteaux. Le passage suivant du communiqué de presse publié par l'Union générale des Etudiants allemands, la SDS, l'ISRACA (Israeli Revolutionary Action Committee Abroad) et le GUPS (General Union of Palestine Students) se passe de commentaires :

« Des hommes de main professionnels, amenés en cars du quartier des boîtes de nuit, se jetèrent sur les étudiants juifs, arabes et allemands qui étaient connus comme adversaires de l'Etat d'Israël. Ces criminels essayèrent de lancer un projectile lourd sur la tête du représentant du Matzpen qui était étalé par terre et sans défense. Des étudiants arabes, blessés, furent poursuivis et frappés de nouveau. Plusieurs blessés graves devaient être admis à l'hôpital. La police, qui avait été alertée par des étudiants arabes et par le concierge de l'université, joua son rôle de complice et n'intervint pas. Les hommes de main pro-sionistes avaient essayé de dresser des listes de noms et d'adresses des étudiants juifs anti-sionistes qui étaient menacés d'actions de violence et même d'assassinat. Après leur action, les hommes de main s'enfuirent dans leurs cars qui étaient stationnés devant l'université, le moteur en marche. Des étudiants qui les poursuivaient étaient menacés de coups de feu (des témoins ont vu des revolvers). Un étudiant qui avait pris des photos a été attaqué avec brutalité. »

(1) Et co-auteur de l'ouvrage « Les Arabes en Israël », de Sabrie Feries, précédé de « Les Juifs et la Palestine » d'Eli Lobel.

Une exposition politique la Jeune Peinture

Jean Valette

La Jeune Peinture n'est pas un mouvement, c'est un « Salon ». Le maintien de ce vocable vieillot est significatif d'une certaine équivoque dont les organisateurs paraissent avoir du mal à sortir. A cette équivoque s'ajoutent les contradictions internes qui résultent des diverses tendances « de gauche » auxquelles appartiennent les exposants. Dans ces conditions, l'impression de confusion ressentie par le visiteur est inévitable, mais la confusion vaut mieux que l'« ordre » si elle est le signe d'une vie intense, d'une refus d'éliminer « ce qui divise » au profit d'une fausse unanimité. Il s'agit donc d'une manifestation tout à fait sympathique et qu'il faut voir (1).

Peut-il y avoir une peinture politique, une peinture « engagée » ? C'est la première question qui se pose. Certains rappellent volontiers à ce propos que lors de la révolution russe, les artistes les plus engagés politiquement, tels que Malevitch, Kandinsky, Gabo, Tatline, etc., s'en tenaient à une abstraction rigoureuse, alors que par la suite la période de réaction stalinienne a été marquée par le retour au réalisme qualifié pour la circonstance de « socialiste ». Sans doute ce serait chercher une mauvaise querelle à la Jeune Peinture que de parler à son propos de « nouveau réalisme socialiste », mais le problème n'est pas qu'historique, il se pose de façon concrète dans l'art actuel et il ne doit pas être éludé ! Mettre l'esthétique au service des idées, oui, mais cela suppose d'une part, qu'une forme esthétique soit choisie (car il n'y a pas d'image neutre objective, née de rien ; même une photocopie est le résultat de choix multiples) et d'autre part, que les idées exprimées soient immédiatement transmissibles au spectateur. Ces deux buts sont-ils atteints ?

Sur le premier point, deux tendances paraissent se dégager. Il y a d'abord les « vrais

peintres » qui font « de la peinture » à sujet politique, dans un style assez homogène qui est celui dit de la « nouvelle figuration », style qui remonte à Francis Bacon (le peintre, pas le philosophe). C'est un choix qui vaut ce qu'il vaut, en tous cas c'est un choix esthétique. Dans l'esprit, on n'est pas très loin ici de la peinture à sujet historique de Delacroix ; la complaisance picturale dévore la signification, le message est rarement transmis tel quel, il faut se reporter au catalogue si on veut comprendre les intentions. Certaines toiles renferment même une telle équivoque qu'elles touchent à la contre-propagande. Ainsi une peinture dirigée contre Malraux paraît en fait exalter sa gloire... Et que dire de cette vaste composition hautement intellectuelle où on voit Lévi Strauss, Althusser, Roland Barthes et autres prendre l'apéritif au bord d'une Amazone genre douanier Rousseau ?

Si les significations sont si peu apparentes ou, dans le meilleur des cas, accessibles aux seuls initiés, à ceux qui savent déjà décrypter une image qui est toujours le résultat d'habitudes de pensée et de vision, de conventions acquises dans un milieu social déterminé (2), que reste-t-il des intentions des auteurs ? Quelques fines plaisanteries à l'usage des membres de la Tribu et donc parfaitement inoffensives. Dans ces conditions il ne faut plus s'étonner qu'une telle exposition puisse se tenir dans des locaux officiels, puisqu'elle risque finalement de servir de caution au « libéralisme » du gouvernement.

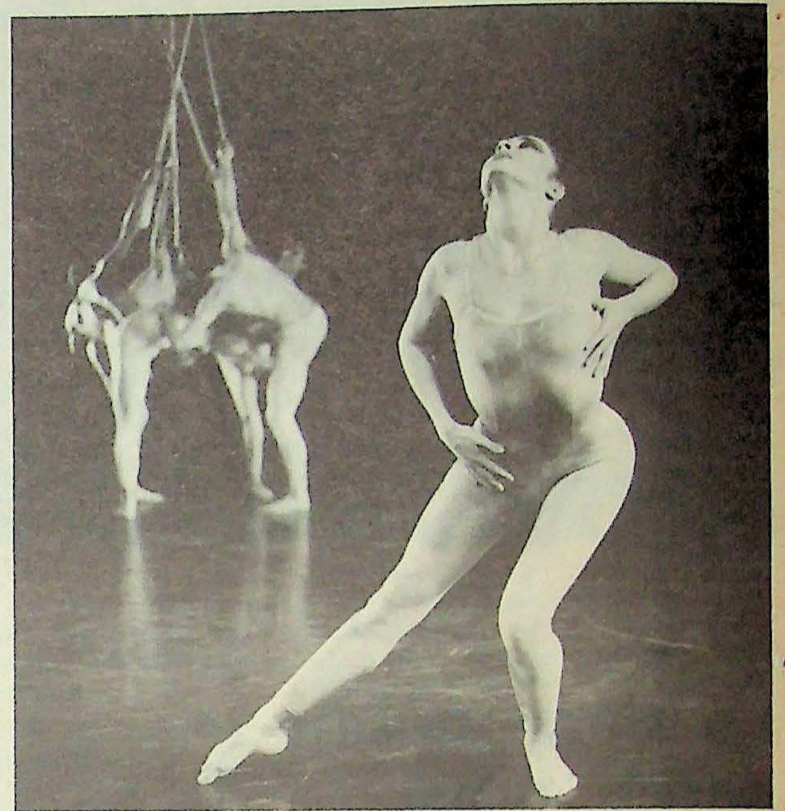
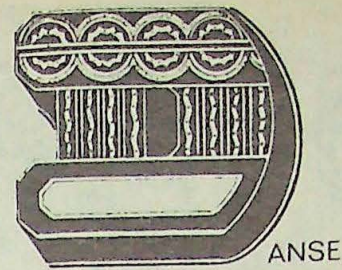
Une autre tendance, minoritaire, volontiers maoïste, cherche à se débarrasser de tout problème esthétique et vise directement l'efficacité comme les affiches de mai. Ce sont souvent des travaux non professionnels, collectifs, parfois émouvants comme ces affiches peintes par une équipe d'ouvriers portugais, qui parviennent à une lisibilité directe. Mais cette lisibilité, il faut bien le dire, doit être prise au sens propre : elle est souvent obtenue aux dépens de l'image, si bien qu'à la limite on en arrive à la bande dessinée commentée. Là aussi il y a finalement échec de l'image, dû probablement à son caractère équivoque, et victime du langage écrit univoque.

La démonstration n'est donc pas probante et on peut se demander si la peinture, en dehors de l'affiche (mais alors il faut qu'elle soit à sa place, c'est-à-dire dans la rue) et de quelques cas isolés comme le *Guernica* de Picasso, peut jouer dans le combat politique direct autre chose qu'un rôle de comparse ou de simple témoin d'une époque. Fernand Léger a témoigné sur le Front Populaire mieux que beaucoup d'historiens mais il ne prétendait pas à une démonstration discursive, son apport se situait sur un autre plan. Quelqu'un parviendra-t-il à aller plus loin, jusqu'à cette jonction si rare de l'idée et de la forme qui la transmet, quelqu'un parviendra-t-il à cette évidence, à cet éclair de signification, qui devrait être la véritable fonction de la peinture ? C'est en tout cas dans cette direction qu'il faut aller et la Jeune Peinture a le mérite de nous montrer le chemin.

Mais aussi importante que soit cette question, elle ne devrait pas dispenser les artistes de s'occuper de leur propre milieu social et des problèmes concrets qui s'y posent. Dans ce domaine, la Jeune Peinture fait preuve d'une étrange timidité. Est-elle gênée par son statut de « Salon » officiel ? Lorsque certains groupes comme Robho et la Polycritique ont obtenu que soit remise en question la participation des artistes français à la Biennale de Sao Paulo, la Jeune Peinture s'est contentée de prendre le train en marche. Actuellement une action est en préparation contre la Biennale de Paris, vitrine culturelle d'un régime qui consacre à la « culture » 0,43 % de son budget. Espérons que cette fois toute l'opposition artistique s'y associera et qu'une action commune pourra enfin être menée à bien. □

(1) Musée d'Art Moderne, Salles du quai de New York, jusqu'au 16 juillet.

(2) On connaît l'anecdote de l'empereur de Chine répondant à l'ambassadeur de France qui lui offrait un portrait de François I^{er} : « Mais pourquoi votre roi ne se lave-t-il qu'une moitié du visage ? » La convention chinoise de l'époque n'admettait pas les ombres dans le portrait, elles ne pouvaient donc être vues comme telles, c'est-à-dire comme absence de lumière, mais seulement comme qualité intrinsèque de la matière uniformément éclairée, donc comme salissure.



Public et danse

Bernard Sizaïre

Que Béjart soit aujourd'hui la vedette d'Avignon où ses ballets font courir les foules ; que les Ballets modernes de La Haye (Nederlands dans Theater) aient pu attirer, cinq semaines durant, un important public au Théâtre de la Ville, voilà qui réjouit tout amateur de danse.

L'art de la danse s'étiolait au contact des prétendus spécialistes. Ces balletomanes précieux ou poussiéreux malgré leurs excentricités vestimentaires et leur langage affecté disparaissent progressivement, absorbés par un public plus vaste et plus solide. C'est bon signe !

Ce public, non initié aux arcanes de la danse, est relativement indifférent au vocabulaire et à la technique. Imaginons qu'il recherche un art expressif voisin de la pantomime et une vitalité gestuelle proche de l'explosion sportive.

Tout cela, il le trouve avec les ballets néerlandais : un ensemble jeune, homogène, en pleine santé, sans vedette et sans afféterie. Des chorégraphes volontairement significatives (parfois humoristiques) dépassant le mouvement pur pour exprimer des réalités perceptibles à la majorité des spectateurs (« Ce n'est plus de la danse, déclarait dédaigneusement un minet à chevelure bouffante, ils racontent une histoire »). Des musiques

modernes sans agressivité, admirablement interprétées par le Hungarian Postas Symphony Orchestra.

Cette réussite sympathique et l'harmonie qui semblait s'établir entre la scène et une partie de la salle posent néanmoins quelques problèmes. Il n'est pas certain que ce mélange souvent habile de la technique classique et de la danse moderne ne conduise pas à une impasse. Les spectateurs ne sont pas déroutés, ils sont favorables mais pas enthousiastes. Ce dosage prudent interdit toute possibilité de création vraiment révolutionnaire : aucun des 17 ballets présentés n'utilisant une musique représentative des recherches des quinze dernières années.

Ajoutons que l'esprit d'équipe a ses limites. Si le culte de la vedette est toujours maléfaisant, la présence de quelques danseurs exceptionnels est parfois un stimulant utile. Béjart le sait bien, dont certains danseurs parfaitement disciplinés et intégrés possèdent une classe internationale dont profite l'ensemble de la troupe.

Ces remarques ne doivent pas nuire au bel effort et à la sympathique cohésion des Ballets de La Haye. Je leur souhaiterais simplement un peu plus d'audace. Ils peuvent se le permettre. □

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

EROTISSIMO



Eugenio Barba et le Théâtre des Nations

Dominique Nores

Ni plus mauvaise ni meilleure qu'une autre, la treizième saison du Théâtre des Nations s'est heurtée à une indifférence plus grande du public. Le dis plus grande et non nouvelle. Depuis plusieurs années, une coupure se faisait chaque saison entre deux ou trois spectacles-vedettes qui ranimaient dans le public la fièvre des grands jours, et la manifestation des troupes officielles de différents pays du monde venues montrer à Paris une production généralement plus désuète et dépourvue d'invention que celle de notre principale scène nationale et qui n'était plus guère que le lieu de rencontre des étrangers de Paris avec les comédiens de leur pays d'origine.

Les étrangers de Paris ont-ils cédé au découragement ? Les spectacles de cette année dans un Odéon-Théâtre de France prudemment réouvert pour l'occasion, se sont déroulés devant des salles demi-vides. Les représentations de l'« Odin Teatret » d'Eugenio Barba ont seules refusé du monde. Il est vrai qu'elles n'accueillaient que quarante spectateurs par soir. Mais la demande du public a fait prolonger leur durée.

Ces deux faits, la rareté des spectateurs au Théâtre de France et l'intérêt d'un certain public pour l'expérience de Barba montrent dans quel dilemme se trouve le Théâtre des Nations : renouveler complètement ses conceptions et sa pratique ou disparaître.

Historiquement, son importance est capitale. Trois contacts essentiels ont complètement changé, non pas en France seulement mais dans tout le monde occidental, la fonction du théâtre et la conception de l'art en général : le contact avec le théâtre politique allemand (Brecht et Piscator et l'exemple du Berliner Ensemble), le contact avec le théâtre extrême-oriental et avec les nouvelles troupes venues d'Amérique (en particulier le Living Theatre).

Sur le plan politique son action n'a pas été moindre. Le cosmopolitisme naturel des jeunes gens d'aujourd'hui a une racine solide dans le Théâtre des Nations. On s'est rendu compte là qu'une compréhension profonde pouvait s'établir — non pas seulement individuellement d'homme à homme — mais à la dimension d'une foule, malgré l'obstacle de la langue. Devant les grands spectacles qui sont comme portés par l'évidence de ce qu'ils ont à dire et la perfection de leurs moyens d'expression, le spectateur reçoit, même sans les mots, l'intention de l'œuvre et y trouve le point de départ d'une entente peut-être d'une action ensemble. C'est d'ailleurs sur cette non-compréhension de la langue, qui n'exclue pas la mise en commun des problèmes politiques et sociaux du monde, que s'est fondée toute l'aventure en Europe du Living Theatre.

Mais, actuellement, l'accord entre le public français et les troupes étrangères n'a plus absolument besoin du Théâtre des Nations pour exister. Sans parler du Festival de Nancy qui peut saisir le jeune théâtre mondial à l'état de promesse et lui offrir des lieux de jeux qui s'inventent à la demande, plusieurs initiatives se sont déjà substituées à celle du Théâtre des Nations : initiative de Guy Rétoré invitant de Bosio à monter au T.E.P. deux pièces de Ruzante, initiative d'Antoine Bourseiller retenant en France les comédiens de Grotowski, qui devaient jouer « Akropolis » aux U.S.A, dans les Maisons de la culture ; tournée de « Arlequin serviteur de deux maîtres », monté par Giorgio Strehler ; cycle du jeune théâtre américain, récemment à la Cité universitaire...

Peter Brook affirme qu'il n'y a pas dans le monde plus de quatre à cinq spectacles par an qui soient capables de faire évoluer, donc de garder vivant, le rapport acteur-public-lieu qui est le fondement même du théâtre. Connaître leur existence et provoquer leur

déplacement, non pas à un moment précis de l'année et vers une salle fixée d'avance, mais en apportant au contraire à ces spectacles et à leurs futurs spectateurs les conditions de jeu (1) et d'écoute les meilleures dans chaque cas, paraît être la seule chance, non pas de survie du Théâtre des Nations, mais celle de sa renaissance.

Eugenio Barba, fils spirituel de Grotowski, a travaillé avec lui pendant des années. Ensuite, il a trouvé, au Danemark, la possibilité d'un travail aussi approfondi et aussi indifférent à tout succès passager et à toute tactique commerciale que celui qu'il avait d'abord poursuivi en Pologne. Devenu l'Odin Teatret, mais aussi un « Théâtre-laboratoire interscandinave pour l'art de l'acteur », la très petite troupe qu'il a constituée s'est établie près de la petite ville d'Holstebro qui a choisi de la subventionner (75.000 couronnes, soit 50.000 F). Dans une vieille ferme, les comédiens travaillent sans obligation aucune, ne montant que des pièces de leur choix, ne les montrant au public que s'ils éprouvent le besoin de le faire.

A Paris, ils ont présenté « Feraï » de Peter Seeberg. C'est l'histoire d'un prince qui essaie de bannir la violence de ses Etats et en particulier des pratiques de son gouvernement, mais qui se heurte à l'hostilité d'un peuple plié depuis trop longtemps à l'obéissance et qui ne sait plus réagir sainement devant la liberté qu'on lui offre.

Comme Grotowski, Barba est marxiste et s'il ne compte pas sur le théâtre pour changer la société (Dans les années vingt, écrit-il, il y avait en Allemagne plus de trente théâtres d'agit' prop' communistes. Ils n'ont pas pu arrêter Hitler), il compte néanmoins sur lui pour réveiller les consciences individuelles. Pour cela il les met devant une situation décrite par le jeu et qui les forcera à réagir.

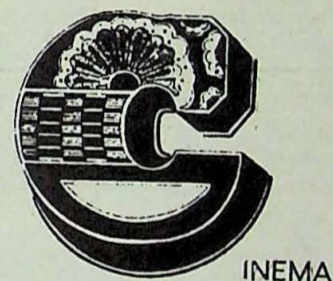
Barba doit beaucoup à Grotowski, et c'est rendre hommage à celui-ci et en même temps s'accepter totalement que ne pas cacher dans son spectacle même ce que leur expérience en commun leur a apporté. Aussi, peut-on remarquer la même façon de jouer au milieu des spectateurs, les touchant presque. Sous une lumière fixe proscrivant tout « effet », presque sans accessoires.

Mais sur ces bases du travail commun, l'originalité de Barba éclate. Sa troupe est moins homogène que celle de Grotowski. Il arrive bien à certains de ses éléments d'avoir encore des gestes décoratifs, mais Barba a un sens aigu de la théâtralité. L'aventure intérieure à laquelle il convie le spectateur peut prendre corps sur un mouvement dramatique immédiatement lisible et signifiant dans toutes ses parties.

Barba a appris chez Grotowski le travail essentiel à partir de la respiration de chaque acteur qui doit apprendre à débloquent en lui toute crispation, qu'elle soit physique ou psychique. J'ai remarqué en particulier la façon dont le Prince (Torgeir Wethal) impose sans mièvrerie une sorte de pureté à son personnage (ni bête, ni Dieu, il veut être un homme parmi les hommes) presque sans geste, par cette seule aisance de la respiration qui grandit le corps.

Ce dernier spectacle a été donné à la Cité universitaire où un autre disciple de Grotowski, et peut-être le seul metteur en scène français qui puisse profiter pleinement de son expérience — Jean-Marie Patte — a désormais un lieu de jeu permanent. Nous en reparlerons en septembre.

(1) En particulier en prenant à sa charge, si c'est nécessaire, tous les frais, même ceux de déplacement, ce qu'une entreprise aux moyens plus limités ne pourrait pas faire, en ne limitant pas d'avance le temps du jeu.



Stage

La revue CINETHIQUE organise un stage de cinéma/politique les 6-7-8 septembre, à Nîmes.

A partir de films politiques récemment réalisés, il s'agira d'étudier les conditions théoriques (idéologiques et formelles) et pratiques (économiques et techniques) d'une utilisation des images et des sons dans la lutte politique.

Projections. Débats. Groupes de travail. Approche spécifique des divers moyens : 16 mm, 8 mm, super 8 et magnétoscope.

Pour plus de renseignements, écrire à : Cinéthique, 2, rue Théophraste-Renaudot, Paris-15^e.

La crise de la social-démocratie

Pierre Gautier

Du 11 au 13 juillet 1969 se tiendra, à Issy-les-Moulineaux, le congrès du Nouveau parti socialiste ou N.P.S. De report en report il ne ressemblera guère au nouveau départ triomphal dont rêvaient tous les éléments réunis dans la F.G.D.S., il y a quelque temps. Les absents seront nombreux et le congrès ne s'ouvrira pas sous les meilleurs auspices. Gaston Defferre devant le congrès de la fédération des Bouches-du-Rhône a mis en cause la loyauté de son partenaire et adversaire, Guy Mollet. On sait par ailleurs que les partisans du centrisme dans la vieille maison (la S.F.I.O.) n'ont pas désarmé ; le groupe parlementaire ne paraît pas envisager avec un enthousiasme particulier l'œuvre de « rénovation » à laquelle les dirigeants veulent procéder. Un peu partout les fédérations se posent des questions sur la possibilité de concilier les alliances à droite (avec le centre) et les alliances à gauche (avec le P.C.F.).

L'art de l'esquive

Cette perplexité se reflète dans les motions dont le congrès devra débattre. La motion patronnée par Alain Savary et les dirigeants de l'U.C.R.G., très prudente dans la formulation, veut empêcher toute définition prématurée de l'orientation du parti. En effet, les motions Mollet d'une part, Mauroy de l'autre apparaissent comme l'émanation de groupes en concurrence pour le pouvoir dans le parti et le triomphe de l'un des deux camps scellerait l'avenir du parti pour de nombreux mois. Guy Mollet fait la part un peu plus belle à l'unité de la gauche en termes classiques, mais Mauroy, bien que plus réservé, ne le contredit pas véritablement sur ce point. On peut être certain que le congrès lui-même n'évitera pas les bonnets blancs et les blancs bonnets pour que puissent persister les équivoques indispensables à la survie de l'organisation. A cela les « conditions » posées par la conférence de Bagnoux ne changeront rien d'essentiel, puisque de Mollet à Mauroy on n'a pas du tout l'intention de rejeter « a priori » la discussion avec le P.C.F. Tout au plus s'étendra-t-on en subtilités sur l'opportunité immédiate de cette discussion.

La base a bon dos

La C.I.R. pour sa part refuse énergiquement de participer aux débats d'Issy-les-Moulineaux. Les habiletés bureaucratiques de Mollet ou de Mauroy, voire de Popere, n'ont pour elle rien d'encourageant. De plus les attaques personnelles contre son leader le plus prestigieux, François Mitterrand, venant du camp S.F.I.O. ne peuvent que l'irriter profondément. Elle sait qu'en tout état de cause le nouveau parti ne sera guère ouvert à son influence ; et les jeunes enarques du C.E.R.E.S. ont beau proclamer qu'il suffirait de quelques milliers de jeunes pour renverser la gérontocratie de la S.F.I.O., les conventionnels savent à quoi s'en tenir sur ce genre de vœux pieux.

C'est pourquoi on ne s'étonnera pas de la voir entonner le refrain, « à la base, à la base, à la base ! », après avoir si longtemps chanté et sur les airs les plus dramatiques, « Unissons-nous, Unissons-nous, Unissons-nous ! ». Le drame est que l'on voit mal comment la Convention pourra pratiquer cette politique à la base dont elle parle tant. Son organisation basée sur des notabilités clubistes n'est en rien préparée à l'action patiente, en profondeur dans les masses populaires. Sa base sociale (classes moyennes) l'éloigne des préoccupations réelles des travailleurs et son état-major politique n'a jamais connu d'autres batailles que les batailles électorales. En fait on peut craindre qu'il n'envisage le « retour à la base » que comme un détournement vers les accords de sommet, que comme une période où il s'agit d'exercer une pression sur les états-majors anciens pour revenir à l'idéal de 1965-1968.

En porte à faux

Sans vouloir aller au fond du problème, on peut faire remarquer que la C.I.R. n'apporte aucune réponse précise différente au moins de celle de Mauroy ou de Mollet y compris le nombre de problèmes :

- problème de la gauche non communiste,
- problème du parlementarisme et des voies électorales,
- problème de l'Etat capitaliste moderne,
- problème de la construction d'un parti révolutionnaire de type nouveau.

Sur l'essentiel elle reste tributaire des conceptions politiques dominantes chez les commentateurs de la presse dite de gauche, qui lui ont procuré pendant toute une période un écho public largement supérieur à ses forces réelles. La Convention est dans une situation où elle ne dispose ni des moyens nécessaires à une action de base dans les syndicats, et dans les organisations de masse sans laquelle il n'est pas de travail à la base, ni des moyens nécessaires pour peser sur les forces politiques organisées.

L'impuissance de la critique social-démocrate de gauche

L'impuissance de la Convention, malgré toute la bonne volonté d'une grande partie de ses membres, est en quelque sorte un révélateur de la profondeur de la crise de la social-démocratie. La critique social-démocrate de gauche, les rappels aux principes proclamés, aux alliances pratiquées il y a quelques mois et aux promesses faites à l'électorat ne suffisent plus à revivifier un courant politique laminé entre le conservatisme pompidolien et le communisme à la Georges Marchais. Il est vrai qu'on peut compter sur l'« élite » politique française pour essayer de retenir la majorité des conventionnels sur la voie stérile du « sérieux », pour fustiger le sectarisme du P.S.U. et autres petites chapelles, pour peindre en couleurs noires l'activité révolutionnaire.

Aussi, nous disons à tous ceux qui seraient tentés de se raccrocher au bâton de pèlerin de François Mitterrand ou à la perspective d'une collaboration étroite avec le P.C.F. (dont le premier souci serait de les raccommoier avec les « courants sains » du nouveau parti), qu'il n'y a pas d'autre militantisme socialiste sérieux aujourd'hui que celui qui part de la nécessité de construire en France un parti authentiquement révolutionnaire. Faire une mine dégoûtée sur le congrès d'Issy-les-Moulineaux n'a de sens positif que si l'on est prêt dans l'action à rompre effectivement avec les pratiques social-démocrates, que si l'on est prêt à partager les difficultés et les espoirs d'une longue lutte au côté des masses contre le paternalisme des formes actuelles de la vie politique.